Les dérives du maintien de l'ordre : mineurs battus au dépôt, banlieues et militants consignés, syndicaliste flic et voyou

P. 3



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



111e ANNÉE – N° 5531 – mercredi 11 novembre 2026 – 2,20 € D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

Candidat à l'Elysée

Teddy Riner : "Vous allez devoir vous serrer la ceinture de kimono !"

FAUSSE JOIE



Les videurs de manif

LE 5 NOVEMBRE, journée nationale de grève et de manifestations intersyndicales, Raphaël Glucksmann est resté une heure bloqué place de la République. On a fini par l'exfiltrer. Autour de lui, des dizaines de personnes affichaient non pas une hostilité politique, qui se conçoit en démocratie, mais de la haine. **« Tout le monde déteste le PS », « On te pisse dessus », « Du goudron et des plumes, vous serez tondus en 2027 ».** D'après « Le Monde » (5/11), présent sur place, les empêcheurs de manifester en paix étaient des sympathisants de La France insoumise.

Des jours et des jours que ça dure, ce sale petit jeu. Le soir de sa désignation comme candidat social-démocrate à la présidentielle, Glucksmann s'était fait enfariner. Volonté d'amuser ? Peut-être. D'humilier, sûrement. Depuis, faire campagne est un problème pour son équipe. Dès que Glucksmann arrive quelque part, surgissent comme par magie des dizaines de personnes qui crient, se montrent subtilement menaçantes, polluent les images du candidat, filmé sur la défensive. Si ce n'est pas du sabotage de campagne, ça y ressemble fort.

Interrogée sur BFMTV (6/11), l'eurodéputée Insoumise Manon Aubry a eu le plus grand mal à condamner ces violences. Elle n'a d'ailleurs rien condamné du tout. **« Ce ne sont pas nos méthodes »**, a-t-elle expliqué, rappelant ce qu'elle a nommé les **« trahisons »** du PS. Pas de condamnation sur le fond, donc, mais sur la façon de faire. Elle est même allée plus loin en expliquant que **« Raphaël Glucksmann n'a**[vait] **pas l'habitude d'être en manifestation »**. Il ne vient pas assez souvent, c'est donc un traître, comme tous ceux de son camp. Cerise sur le gâteau, Aubry a ajouté : **« La question qu'on doit se poser, c'est : pourquoi Raphaël Glucksmann est accueilli de cette manière-là en manifestation ? »** Si on comprend bien, c'est à œlui qu'on bâillonne qu'il incombe de s'interroger sur lui-même.

Dites, Glucksmann, est-ce que, tous ces ennuis, vous ne les auriez pas un peu cherchés ?

A.-S. M.

La noix d'honneur

DÉCERNÉE à l'eurodéputée Reconquête! Sarah Knafo, convaincue de l'esprit de concorde d'Eric Zemmour (BFMTV, 9/11) :

« Il ne faut absolument pas confondre quelqu'un qui voyait tous les maux venir avec quelqu'un qui les souhaiterait. Son combat est d'éviter la guerre civile. »

La preuve par les six condamnations définitives du candidat d'extrême droite devant la justice française, pour « provocation à la haine raciale » (2011), « provocation à la haine religieuse » (2019), « complicité d'injure et de provocation à la haine » (2025), « diffamation publique » (2025), « injure publique à raison de l'origine » (2025) et « contestation de crime contre l'humanité » (2025).

Zemmour ou la bienveillance faite homme !

De qui smic-t-on ?

CERTES, quand on doit vivre avec le smic (comme 12 % des salariés), tout euro supplémentaire est bon à prendre. Mais, si 24 euros net de plus par mois à partir du 1er décembre peuvent s'inscrire dans ce cadre, il n'y a pas, bien sûr, de quoi sauter au plafond de joie.

Le plus remarquable de pareille somme claironnée à l'issue d'une « conférence sociale » quelque peu survendue par Sébastien Lecornu est évidemment sa modestie, son côté riquiqui en regard des revendications des syndicats. Lesquels, avec des demandes allant de 100 euros de plus pour la CFDT à 150 pour la CGT, en passant par 130 pour FO, ont trouvé très petit bras, forcément, le « coup de pouce » du gouvernement.

Des *« miettes »*, des *« cacahouètes »*, *« même pas un Mars »*, un *« pourboire »*... Les comparaisons alimentaires n'ont pas manqué pour dire le peu de place que l'augmentation prendra dans le panier. Ce qui n'a en rien empêché Lecornu de tenter de vendre comme historique le *« coup de pouce »* en question. *« Ça va être la deuxième hausse la plus importante en vingt ans. Donc je pense qu'il ne faut pas la mépriser »*, a-t-il lancé, bravache, sur le perron de Matignon. Sans qu'on aille jusqu'à le trouver méprisable, puisque la dernière revalorisation de ce type remonte à 2012, le geste, s'il n'est pas insignifiant, ne peut, compte tenu des attentes et de la situation, qu'être perçu par les intéressés que comme sous-dimensionné.

Et ce d'autant que, du côté des candidats à la présidentielle plus encore que de celui des syndicats, c'est souvent augmentation à tout-va. Là, pas de miettes, rien que du lourd et du sonnant et trébuchant. Et l'embarras du choix. C'est chez LFI qu'il est le plus varié, parmi les plus de 1000 propositions de son programme à 4,90 euros. L'augmentation du smic n'y est pas une *« arnaque sociale »*, elle est promise à 200 euros. Et, au-delà, après une conférence sur les salaires, ce sera 10 % de mieux pour les fonctionnaires. Sans parler, accessoirement, de la création d'un revenu universel de 1337 euros mensuels... Qui dit plus ?

Glucksmann affiche lui aussi un smic à 1700 euros et propose une baisse de la CSG sur les salaires, ce qui les augmenterait d'autant.

A droite, Philippe et Retailleau sont plus coincés du porte-monnaie et plus vagues sur les augmentations, qu'ils renvoient aux partenaires sociaux. Chez Le Pen, qui se pique désormais d'économie, pas touche au smic non plus, mais augmentation des salaires de 10 %. Idem chez Knafo, qui, elle aussi, promet d'augmenter d'autant *« chaque salarié »*, et ce *« qu'il soit au smic ou avec des revenus plus aisés, qu'il soit indépendant, qu'il soit fonctionnaire »*. A condition, sûrement, que ce dernier ne fasse pas partie des 800000 postes qu'elle affirme ne pas vouloir renouveler dans la fonction publique. Teddy Riner n'a pas encore dit, quant à lui, s'il proposerait des médailles aux smicards.

Toutes ces offres, on le sait, ne sont valables que dans la limite du temps disponible entre la campagne et l'élection. Lecornu a du mal à rivaliser, avec ses 24 euros et ses 1,6 %. Même s'il est parvenu, avec ses propositions, à ouvrir une faille dans l'union syndicale entre, d'un côté, la CGT, qui annonce qu'elle redescendra dans la rue la semaine prochaine, et, de l'autre, la CFDT et FO, qui veulent voir ce qui sortira des négociations dans les entreprises, sa marge de manœuvre n'est pas beaucoup plus large que l'augmentation du smic qu'il a concédée.

Erik Emptaz

ON LÂCHE DU LEST, SOUS CONDITIONS



TEDDY RINER SE LANCE





Teddy Riner

Olympique la place !

COMME dirait son collègue David, il ne faut pas être douillet en politique, et il est bon qu'un gaillard de la taille de Teddy Riner se lance dans la présidentielle sans craindre d'aller au tapis. Il n'y a que des coups à prendre, et, ça tombe bien, **« prendre des coups »**, c'est son **« métier »**. Voilà donc notre mégachampion aux 11 titres mondiaux et aux 7 médailles olympiques, dont 5 en or, candidat pour **« relever la France »**. Pour un sportif qui passe son temps à faire chuter ses adversaires, c'est une suite logique.

Riner, qui n'a jamais été petit, vise d'entrée le titre suprême : président de la République. Il l'a dit **« les yeux dans les yeux »** dans une vidéo aux Français. C'est une petite maladresse. Le dernier qui avait parlé **« les yeux dans les yeux »** à ses concitoyens, c'était Jérôme Cahuzac, le ministre des Finances de Hollande qui jurait ne pas avoir fraudé le fisc. Quelques semaines plus tard, il démissionnait. Il y a du Cahuzac chez Riner. Lui aussi a fraudé, à en croire les magistrats de la cour administrative d'appel de Versailles, qui, le 15 octobre, ont stigmatisé son **« intention délibérée »** de **« minorer l'impôt »**. Tout ça parce que le judoka faisait payer à sa société de location de voitures les charges de plusieurs véhicules qu'il utilisait pour son service personnel. Avantages occultes : 289000 euros, dit le fisc (« L'Equipe », 10/11). Occultes, d'accord, mais quel avantage y a-t-il à s'asseoir dans une Ferrari basse de caisse quand on mesure 2,03 mètres ? Riner a répliqué à l'administration que son aura de champion impliquait pour lui, en **« toute circonstance, de présenter une image conforme à** [s]**on statut »**. C'est bien reconnaître qu'il ne prenait pas le volant par plaisir mais par obligation. Le judoka devra quand même éviter de faire campagne en Ferrari. Au moins par crainte des lumbagos.

Depuis longtemps, Riner rêvait d'y aller. Déjà, il y a cinq ans, il réfléchissait à une reconversion en politique. **« Pourquoi pas président de la République ! »** avait-il confié au « Figaro » (9/11/21). L'heure est donc venue. Au moment où le racisme tue, la candidature du Guadeloupéen au parcours hors norme ne peut pas faire de mal. Elle s'ajoute à beaucoup d'autres, mais le petit gars de la porte de la Chapelle a au moins le charisme nécessaire, quand la concurrence n'a souvent, elle, que le melon.

« Ça ne peut qu'apporter au pays », a dit Macron, qui s'y connaît en candidature improbable. L'enthousiasme présidentiel est un aveu. Plutôt que pour ses anciens Premiers ministres qui crachent sur son bilan ou pour le vieux couple déprimant Mélenchon-Le Pen, le chef de l'Etat vote Teddy. Attention à ne pas trop le dire, s'il ne veut pas planter son poulain.

Riner doit maintenant trouver son ton. L'homme qui salue la **« France qui se lève tôt »** et le **« travailler plus pour gagner plus »** a des accents sarkozyens, chiraquiens quand il dénonce la **« fracture sociale »**. Et de sincérité quand il dit son **« angoisse »** de père de famille devant la **« montée des extrêmes »**. De quoi rassembler large ?

« La France qu'on veut » est son slogan. Il lui reste à définir ce qu'elle veut, et à dire quel chemin il propose d'emprunter pour mettre les extrêmes ippon.

J.-M. Th.

Le parti le moins raciste du monde

EXCELLENTE nouvelle pour l'extrême droite française ! Le parti de la préférence nationale ne peut pas être raciste, puisque le racisme n'existe pas en France. Voilà un problème réglé.

Dans un entretien diffusé le 8 novembre par la chaîne américaine CBS, Marine Le Pen est interrogée sur le niveau de chômage des personnes immigrées en France. Le journaliste Trevor Phillips, cet impertinent, fait remarquer que ce taux élevé pourrait être lié aux discriminations dans le pays. La prétendante à l'Elysée en perd son latin ! **« Vous n'allez pas importer ces idées ici,** rétorque-t-elle. (...) **Non, il n'y a pas de discriminations en France, monsieur, ce n'est pas vrai. Et j'irai même plus loin : la France est le pays le moins raciste du monde. »** Que le Coca-Cola et McDo traversent les frontières, passe encore, mais pas les discriminations.

« Etes-vous fasciste ? » demande alors Phillips à notre Marine nationale, qui manque de s'étouffer. **« Non, absolument pas, nous défendons le pluralisme politique »**, se défend-elle. Encore un bon point. D'ailleurs, au sein du bureau exécutif, les écrits antisémites de Jordan Bardella, le salut nazi d'Edwige Diaz ou les amitiés néofascistes de Philippe Olivier n'ont pas brisé l'idylle avec la patronne. Laquelle **« assume tout »** de l'histoire du Front national, fondé par son paternel et ses amis anciens collabos du régime de Vichy ou vétérans de la Waffen-SS.

Un admirable melting-pot à la française, qui n'a rien à envier au multiculturalisme américain.

F. R.-G.

MARINE LE PEN :
"LA FRANCE EST LE PAYS LE MOINS RACISTE DU MONDE !"



WEB +

En exclusivité sur lecanardenchaine.fr

- Kevin Escoffier boit la tasse au tribunal
- Vidéo : comment Macron déroule le tapis rouge aux talibans
- Quand Raphaël Glucksmann se sert d'un rap qui insulte Léa Salamé

M 00708 - 5531 - F: 2,20 €

Dojo de campagne

L'A-T-IL FAIT EXPRÈS ? C'est le jour anniversaire de la mort du général de Gaulle que Teddy Riner a annoncé, à la surprise générale, sa candidature à l'élection présidentielle. Rien de commun, a priori, entre l'homme au képi deux étoiles et le champion aux sept médailles olympiques, mais l'écho trouvé par cette initiative souligne le manque de candidats convaincants. Comme le dit en soupirant un dirigeant de LR, *« on n'a pas de général de Gaulle en magasin »*.

Autour du médaillé olympique, ils ne sont pour l'heure qu'une poignée. Deux anciens ministres de Macron oubliés du grand public, dont François Braun, qui vante auprès du « Canard » le choix d'*« une personne anti-extrêmes, qui veut rassembler »*. *« Aucune personnalité politique ne me fait rêver »*, ajoute l'ex-ministre de la Santé. Mais aussi un personnage encore moins connu et pourtant essentiel : Philippe Véran, ancien adjoint au maire de Salon-de-Provence, membre fondateur des FFI (pas celles de la Résistance, les Forces françaises de l'industrie) et qui participa aux débuts de l'aventure macroniste avant de s'éloigner. Il prend la tête de l'« association de financement de la campagne de Teddy Pierre-Marie Riner à l'élection présidentielle de 2027 » et coordonnera la collecte des parrainages.



Une collecte à laquelle l'Elysée pourrait donner un coup de pouce, car Macron voit d'un très bon œil cette candidature, qui arrive comme un chien dans un jeu de quilles et qui pourrait priver LFI de précieuses voix dans les banlieues et outre-mer. Le Président a même interrompu lundi un Conseil de défense pour s'en dire *« très heureux »*. Ça lui rappelle sa jeunesse ?

Si l'accueil est plutôt bon, les premiers pas du candidat Riner sont balbutiants. Un premier déplacement qui était envisagé ce 11 novembre a été annulé. Peur de voler la vedette au Soldat inconnu ? Un autre, au moment où « Le Canard » mettait sous presse, était *« en cours de calage »* pour le jeudi 12.

Teddy Riner a également dû poster une seconde vidéo sur les réseaux sociaux pour démentir que la première avait été générée par l'intelligence artificielle. Et le champion s'est lancé sans que son équipe ait ouvert un site Internet. L'ancien ministre des Sports David Douillet, lui aussi ex-champion olympique de judo, a prévenu Riner : la présidentielle est *« une machine à broyer »*.

Même quand on pèse 140 kg ?

La Java de Lagarde

Le soutien apporté bruyamment par Michel Sardou (« La Tribune Dimanche », 8/11) à Christine Lagarde et celui, plus discret, de Bruno Le Maire (LCI, 30/10) risquent de ne pas suffire. Si la présidente de la BCE quittera plus tôt que prévu son poste, en février prochain, ce ne sera pas pour se présenter à l'élection présidentielle mais bien pour prendre une autre présidence, celle du Forum de Davos.

« Les gens ne comprennent pas qu'elle en a marre d'être sur une ligne de crête depuis vingt-cinq ans », glisse un ex-conseiller. Certes, ça chauffe sur la boucle WhatsApp des anciens de son cabinet, dont beaucoup la poussent à se présenter, mais *« ils se font des illusions »*. *« Ce n'est pas son idée »*, ajoute le même.

Ce qui n'empêchera pas l'ancienne directrice du FMI d'intervenir dans la campagne présidentielle. Et ce ne sera sans doute pas pour soutenir le programme *« collectiviste »* de Mélenchon…

Energie militante

Dans l'entourage d'Edouard Philippe, on n'en démord pas : *« Il n'y aura pas de primaire, et il ne peut pas y en avoir sans lui. »* Une allusion aux menaces de Gabriel Attal (« Le Canard », 4/11) d'organiser la petite fête sans le maire du Havre. Et ce même interlocuteur d'ajouter : *« Pour une primaire, il faut partager des valeurs. Vous voyez un débat au cours duquel Retailleau et Attal s'écharperaient sur la gestation pour autrui ? »*

Mais les grandes idées n'empêchent pas les petits calculs, et Philippe a fait les siens. Le favori d'une primaire serait… David Lisnard, pour la simple raison que son parti, Nouvelle Energie, compte 123 952 adhérents. Six fois plus que les 20 000 revendiqués par le parti Horizons de Philippe, près de quatre fois plus que les 33 000 adhérents annoncés par Renaissance d'Attal, et largement plus que les 76 653 de LR.

Aussi apparaît-il *« quasi certain »*, selon le chef d'un parti du socle commun, que Lisnard remporterait la compétition.

Autant lui dérouler le tapis rouge !

Opération survie

Mais Attal n'est pas près de lâcher son os de la primaire. *« Il ne pense plus qu'à ça. Il a très bien compris que c'était sa seule chance pour survivre »*, confie l'un de ses proches.

Vexé, selon plusieurs membres de son entourage, par le mépris du maire du Havre à son encontre, le patron de Renaissance est bien décidé à le forcer à entrer dans l'arène. *« Philippe ne lui a rien proposé, aucun accord pour les législatives, il ne l'a même pas appelé pour qu'ils se parlent. Maintenant qu'il est sur le toboggan, il devra bien ouvrir les discussions »*, poursuit le même proche.

Parole d'expert ! Attal, lui, est déjà arrivé en bas.

L'entrain de La Ciotat

En déplacement à La Ciotat pour inaugurer une série de 20 réunions publiques, Edouard Philippe en a profité pour cibler une nouvelle fois Emmanuel Macron. *« Ce que je propose, c'est qui ce pangeao ? Je l'avais fait en double. Ça peut servir. Pompes funèbres liquidations judiciaire »*



ce n'est pas la même chose que le président de la République, parce que la vie fait qu'on a des différences. Je suis maire depuis seize ans et je suis père depuis vingt-trois ans », a-t-il dit devant 300 fans dans une petite salle de la commune. Des propos jugés *« odieux »* par l'Elysée, où l'on y a vu une attaque personnelle contre Macron.

« A ce rythme de bassesses, Edouard Philippe va connaître le même sort que son club de foot : tout droit vers la ligue 2 », a taclé Macron, ce week-end, devant quelques proches. Autour du chef de l'Etat, on se moque d'Edouard Philippe, qui a choisi comme responsable de sa communication Hannah Sebbah-Le Troadec, ex-directrice de la stratégie et du marketing de l'entreprise de pompes funèbres Inmemori, placée en liquidation judiciaire le 19 juin.

Un mauvais présage pour la candidature du Havrais ?

Au gril du Luxembourg

Devenu le grand sage de la droite et du centre, Gérard Larcher veut encore croire à la possibilité d'une primaire. *« Edouard Philippe n'est pas borné, il n'est juste pas encore en état de dire oui »*, assure-t-il.

« Personne ne décolle, il faut donc départager les candidats », a expliqué, la semaine dernière en petit comité, le président du Sénat, lui-même expert en primaire puisqu'il a déjà œuvré à l'organisation des éditions 2016 et 2021 ! *« C'est une affaire de volonté, ça s'organise en un mois, et on a le candidat unique pour la mi-février. »*

C'est comme si c'était fait !

Aux abonnés absents

Raphaël Glucksmann a dévoilé le 6 novembre l'organigramme de son équipe de campagne. Une liste fourre-tout d'une soixantaine de membres, dont de nombreuses figures du PS. *« Cette équipe est l'inverse de ce qu'il est. Lui vient de la société civile et il a une équipe d'apparatchiks »*, constate l'ex-premier secrétaire du parti Jean-Christophe Cambadélis.

Mais certains brillent par leur absence. Ségolène Royal n'a pas été retenue après la campagne houleuse de la primaire socialo-démocrate, où elle avait qualifié Glucksmann de *« stagiaire »*.

Deux autres personnalités sollicitées ont décliné l'offre : Bernard Cazeneuve, qui a considéré que ce n'était pas de son niveau, et l'ancien secrétaire général de la CFDT Laurent Berger, qui ne veut toujours pas mêler sa voix à celle des politiques.



Même un non-politique comme Glucksmann ?

Congédiée

A la tête de l'Etat, on a une drôle de conception du congé maternité. Maud Bregeon, la porte-parole du gouvernement, qui vient de prendre le sien, a failli en faire les frais.

Cette présentation aura pourtant lieu le 12 novembre à deux pas de l'Elysée, dans un club privé et chic qui *« rassemble des entrepreneurs et des créateurs »* (sic). Bref, du beau linge.

L'ancien ministre de Macron ne devrait pas être seul à s'exprimer : il a sollicité plusieurs dizaines d'élus locaux pour détailler ses propositions. Et il a mis les moyens pour les convaincre. Un de ses frères, Olivier, banquier, a été chargé de les démarcher pour leur proposer ce deal : *« Vous soutenez Bruno, en échange de quoi on vous soutiendra – y compris financièrement – aux prochaines législatives. »*

Une affaire de famille !

Macron, cet "aventurier"

« Vous êtes trop durs avec moi » (Robert Laffont), le livre dans lequel la journaliste (et ex-conseillère de Ségolène Royal) Françoise Degois dévoile le contenu de ses échanges avec Emmanuel Macron sur Telegram n'a pas fait, on s'en doute, un tabac au Château.

« Une trahison », fulmine un visiteur régulier du Président, dans l'entourage duquel on assure que celui-ci n'avait pas vu venir la *« divulgation de ces conversations privées »*. *« Je souhaite à chacun d'être aussi cohérent entre ses propos publics et ses propos privés »*, tente de positiver un conseiller.

Plus sévère – quelle surprise ! – pour l'hôte de l'Elysée, qu'il qualifie d'*« aventurier »*, ce proche d'Edouard Philippe a eu au contraire *« l'impression d'avoir affaire à un ado à qui on devrait dire de lâcher son portable à 21 heures, mais là il n'y a personne pour le faire »*.

Pas même Brigitte ?

Retour en terre promise

L'officialisation, dimanche 8 novembre, du choix fait par le président israélien de confier à Gadi Eisenkot le mandat pour former le prochain gouvernement a été savourée à l'Elysée. *« Cela pourra permettre d'apaiser les relations entre la France et Israël, et de sortir de la défiance »*, a dit Macron lundi 9 novembre en petit comité. *« Elles étaient au point mort avec Netanyahou. On pourra engager un dialogue constructif sur le plan bilatéral, pour la sécurité de la région et pour la paix »*, a-t-il ajouté.

Des paroles de miel, en réponse au discours d'Eisenkot prononcé dimanche, où il a fait allusion aux relations d'Israël avec les pays *« amis »*, notamment la France : *« Nous sommes au cœur d'une crise diplomatique dévastatrice. Même nos meilleurs amis et alliés stratégiques affirment qu'il faut réexaminer nos relations avec eux. »*

Ce ne serait pas superflu.



Couac en Place publique

C'EST sous les huées que Raphaël Glucksmann a été contraint de quitter la manifestation parisienne du 5 novembre. Quarante-huit heures plus tôt, son équipe de campagne avait pourtant arrêté un dispositif de sécurité, nécessaire au vu des déclarations d'amour échangées avec LFI, et le service d'ordre du PS avait été réquisitionné.

En fin de réunion, un cadre socialiste a suggéré : *« Il faut quand même mettre la PP* (Préfecture de police de Paris) *dans le coup. »* Aussitôt, un membre de la garde rapprochée de Glucksmann s'est porté volontaire : *« Je m'en occupe, je les connais bien ! »* Pourtant, le jour de la manif, aucun flic de la PP ne montre le bout de sa casquette et le candidat doit être exfiltré au bout de quarante-cinq minutes.

Le conseiller de Glucksmann a-t-il vraiment prévenu le préfet ? Réponse de l'intéressé : *« Ah, mais, quand vous parliez de la PP, j'ai pensé que vous faisiez référence à notre parti, Place publique ! »*

Encore un peu et ils confondront militants et poulets !

Louis XVI et Mélenchon : l'inattendu dette à dette

APRÈS avoir parlé cet été de *« foutre au feu »* la dette détenue par la Banque de France, Jean-Luc Mélenchon annonce donc, dans le programme qu'il a présenté le 7 novembre au Bourget, qu'il *« exiger*[a] » de la Banque centrale européenne que celle-ci *« annule ou transforme en dettes perpétuelles à taux nul la part de dette des Etats qu'elle possède »*. Une annulation de fait. Révolutionnaire ? Pas vraiment, en tout cas pas du tout dans la ligne de ceux qui ont accompli la révolution de 1789. Ceux-là avaient, pour la plupart, défendu la nécessité d'honorer la dette qu'avait léguée la monarchie.

Le 24 janvier 1789, Louis XVI convoque les Etats généraux pour *« surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons relativement à l'état de nos finances »*. Réunis en Assemblée nationale cinq mois plus tard, les députés décident aussitôt de mettre *« les créanciers de l'Etat sous la garde de l'honneur et de la loyauté de la nation française »*. « Les Echos » (15/10) rappellent que, à l'époque, *« on a fait la révolution pour ne pas annuler la dette »*. D'ailleurs, le débat oppose d'un côté les aristocrates et le clergé, partisans d'une annulation de la dette, à laquelle finira par se rallier Louis XVI, et, de l'autre, les députés issus du tiers état, qui veulent au contraire honorer les engagements du pays. Mélenchon héritier des ci-devant et de la calotte ? Sûrement une calomnie contre-révolutionnaire…



Et, pourtant, *« la rue »* – qui, selon Mathilde Panot, *« est aussi la démocratie »* – se montre alors très hostile à l'annulation de la dette. Cette hostilité est même l'une des causes de l'insurrection qui débouche sur la prise de la Bastille. Car, la rue, en ce chaud mois de juillet 1789, c'est surtout les petits artisans du faubourg Saint-Antoine et des environs, là même où ont lieu aujourd'hui la plupart des défilés. Tous détiennent une partie de la dette royale, et son annulation, même partielle, signerait leur ruine. De même qu'aujourd'hui pareille mesure ruinerait les détenteurs d'assurance-vie… D'ailleurs, l'Assemblée nationale rappelle, le 13 juillet 1789, qu'annuler ou amputer la dette serait illégal. Pas très insoumis, ces révolutionnaires !

Il faudra attendre 1797 pour que le très bourgeois Directoire décide l'annulation des deux tiers d'une dette encore alourdie par la désastreuse expérience des assignats et surtout par les guerres révolutionnaires.

A croire que Mélenchon, qui se réclame volontiers de Robespierre, serait en fait un Barras qui s'ignore.

Initialement, c'était Alice Rufo, sous-ministre aux Armées, qui devait la remplacer. La quadragénaire a le double avantage de bien s'entendre avec Macron comme avec Lecornu et de ne soutenir aucune écurie à la présidentielle, contrairement à Bregeon, qui s'est ralliée à Edouard Philippe.

Mais l'exécutif a décidé que ce remplacement serait définitif et que Bregeon ne retrouverait donc pas son poste à son retour de congé. Apprenant ce limogeage déguisé, elle s'est insurgée auprès de Matignon et de l'Elysée, dénonçant une mesure discriminante envers une femme enceinte. Résultat : c'est Mathieu Lefèvre, sous-ministre à la Transition écologique, qui a été nommé porte-parole intérimaire. Comme Bregeon, il est engagé dans la campagne de Philippe.

Un remplacement rondement mené !

Déficit d'image

Bruno Le Maire va lui aussi présenter son programme. Mais, assure l'ex-ministre de l'Economie et des Finances, lui n'est pas candidat à la présidentielle.

Transport amoureux

LE VOYAGE inaugural Paris-Marseille du nouveau TGV, le 6 novembre, s'est achevé, en gare Saint-Charles, par un joli sketch. Dans les rôles principaux : Jean Castex, le pédégé de la SNCF, et Benoît Payan, le maire (divers-gauche) de la cité phocéenne.

Jamais à court d'envolées lyriques, l'ancien Premier ministre a qualifié le TGV de *« héros national »*, de train *« d'utilité publique et planétaire »* car émettant peu de CO_2. *« Une pépite, un diamant, un fleuron industriel »* qui permet de *« connecter les Français qui ne voyagent pas au reste du monde »*, a renchéri l'édile marseillais. Oh fan !

Sans doute encore échaudé par ce qu'il a considéré comme un lâchage de l'Etat, le 17 octobre, Payan a pris un malin plaisir à présenter son *« cher Jean »* comme le père de « Marseille en grand », ce plan à 5 milliards qu'avait dévoilé Macron en 2021. *« Vous vous êtes levé, et vous avez fait et construit, avec d'autres, Marseille en grand »*, a-t-il insisté.

Les *« autres »*, notamment l'hôte de l'Elysée, apprécieront. Castex, lui, buvait du petit-lait. Il voit peut-être son avenir *« en grand »* ?

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

| Sacrée coquille, repérée par des internautes, dans le dernier opus de Jordan Bardella : à l'évocation de Marine Le Pen, le dauphin écrit, en page 134 de « Gouverner », qu'il est « toujours soucieux de ne pas être pris en défaut de déloyauté ». A ce niveau de lapsus, pas besoin de divan !

● **Quel grand homme** pour donner son nom à la dernière promo de l'Issep, l'école pour cadres d'extrême droite fondée par Marion Maréchal ? L'établissement ne s'est pas trop foulé : elle s'appelle « promotion Jean-Marie Le Pen ». Il s'agit de préserver le patrimoine !

| L'exfiltration forcée de Raphaël Glucksmann lors du défilé du 5 novembre a suscité l'indignation de… Jordan Bardella. « Ce n'est pas possible que, dans une démocratie comme la France, un candidat ne puisse pas mener campagne sans être soit violenté, soit moqué », s'est agacé le président du RN, regrettant que « LFI pourrisse toute sa campagne ». Un vrai défenseur des libertés !

| Dernière croisade de la députée RN Anne Sicard : l'absence du mot « Noël » dans un courrier de l'administration de l'Assemblée concernant l'organisation des « fêtes de fin d'année » (X, 6/11). « Sous la pression de la gauche LFI, iront-ils jusqu'à débaptiser le Palais-Bourbon pour faire disparaître toute trace de l'Ancien Régime ? » s'inquiète l'élue. L'objet du mail était pourtant… « Fête de l'arbre de Noël ». Elle ferait bien de commander de nouvelles lunettes au Père Noël !

| Le candidat Jean-Luc Mélenchon a lancé à ses partisans, lors de son meeting au Bourget (7/11) : « Je n'ai qu'une chose raisonnable à vous proposer. Elle est finalement assez modérée. Une seule chose : il faut tout changer. » Toujours le sens de la mesure !

| A la veille dudit meeting, François Hollande, dont la campagne victorieuse avait démarré au même endroit, s'est fendu d'une bienveillante analyse : « Le Bourget, c'est un lieu qui n'assure pas à coup sûr un décollage immédiat pour l'Elysée » (« L'Opinion », 6/11). Même pour ceux dont l'ennemi est la finance ?

| Dominique de Villepin ne sait plus où donner de la tête. Sur Radio Nova (29/10), il a dit tout le bien qu'il pensait de la rappeuse Theodora, soutien officiel de LFI : « Dans des morceaux comme "Kongolese sous BBL", il y a la capacité à apprendre toutes sortes de mots nouveaux », s'est-il enthousiasmé. Le titre fait référence au « brazilian butt lift », un lifting des fesses qui coûte au minimum 6 500 euros. Populaire, mais pas trop !

| A la peine dans la course à la présidentielle, Gabriel Attal tente un mea culpa (« L'Est éclair », 8/11) : « Je ne vais pas prendre les Français pour des imbéciles en affirmant que je n'ai rien à voir avec le Président. J'ai participé à cette aventure et je suis comptable de ce que j'ai fait, bien ou mal. » A deux doigts de faire son autocritique !

| En difficulté à cause des mobilisations lycéennes, le ministre de l'Education nationale, Edouard Geffray, a trouvé refuge auprès… d'élèves de CP. « C'est un rayon de soleil quand je viens vous voir », s'est-il enthousiasmé (« L'Yonne républicaine », 7/11). Attention : les cagoules existent aussi en taille 6 ans !

| A Saint-Raphaël, le 7 novembre, Elisabeth Borne a affirmé qu'elle « cro[yait] beaucoup à la nécessité de trouver des compromis sur des sujets essentiels ». Elle sait de quoi elle parle : en tant que Première ministre, elle a utilisé 23 fois le fameux article 49.3, soit plus d'une fois par mois.

● **Pour comprendre** l'érosion sondagière d'Edouard Philippe, il faut lire « Paris Match » (5/11). Dans un papier consacré à la bande de potes de Doudou, un vieil ami assure que le Havrais « est toujours le même. Il se baigne là où il a pied, par peur des requins (…). Et il continue d'avoir le vertige ». Pas étonnant qu'il patauge.

| Au grand jeu « Ma binette partout », le député UDR de la Marne Maxime Michelet, fan de Napoléon III, gratifie ses administrés de 36 photos de son impériale trombine dans les 12 pages de sa dernière lettre parlementaire, sobrement intitulée « Deux ans d'action pour la Marne et pour la France ». En bonus : le doux minois d'Eric Ciotti, la bonnette de CNews et la bobine de Charles Alloncle. Le concours continue !

| Pan sur le bec ! « Le Canard » (4/11) a malencontreusement omis de citer nos confrères de « Challenges » qui avaient publié les premiers les nouvelles données budgétaires sur l'argent de dingue consacré par Macron aux services d'espionnage. Le coupable en sera quitte en apprenant par cœur la loi de finances.

LE GOUVERNEMENT AUGMENTE LE SMIC DE 24 EUROS PAR MOIS



Ça balance très mal

ET UN DÉFICIT de plus ! Il s'agit, cette fois, de celui de la balance commerciale de la France. Au cours du troisième trimestre, il a atteint 19,9 milliards d'euros. La lecture du document de 28 pages, rendu public par les Douanes françaises le 6 novembre, permet de mieux comprendre comment le commerce extérieur peut enregistrer une si médiocre performance et afficher un déficit de 64,4 milliards d'euros sur les douze derniers mois.

Première raison : le solde énergétique, qui atteint – 12,3 milliards d'euros. Les exportations d'électricité vers nos voisins européens ne suffisent pas à compenser la hausse des prix des produits pétroliers alimentée par la guerre dans le golfe Persique.

Deuxième raison : la France achète plus de produits manufacturés qu'elle n'en vend. Sur les trois derniers mois, le déficit de ce secteur atteint 13,1 milliards d'euros. Les ventes de Rafale, missiles et autres matériels militaires ne compensent pas la chute des exportations de véhicules automobiles et de pièces détachées : 1,5 milliard de moins au cours du dernier trimestre.

Troisième raison : hier première puissance agricole de l'Union européenne, la France perd des parts de marché depuis plusieurs années. Autrefois positif, son solde commercial agricole est peu à peu devenu déficitaire. Au cours du dernier trimestre, il s'est encore détérioré, en passant de – 0,2 à – 0,3 milliard d'euros. Les sécheresses estivales y sont pour beaucoup.

En perte de vitesse

Ce même vendredi 6 novembre, comme chaque mois, la Banque de France a rendu public le solde des transactions courantes, qui prend en compte les résultats de la balance commerciale mais aussi de celle des services et de celle des revenus. Il atteint – 2,7 milliards d'euros, soit le double du mois précédent. Seule la balance des services affiche un excédent, de 4,9 milliards d'euros.

Unique pays européen à voir son PIB baisser au cours des trois derniers trimestres, la France ne parvient donc pas à bénéficier de la petite croissance qui règne en Europe, ni de celle, plus soutenue, des Etats-Unis ou de la Chine. Un constat sèchement dressé par les douaniers dans leur dernier rapport (« Le Figaro », 6/11) : *« La France a perdu des parts de marché mondiales au cours du trimestre, car les exportations n'ont pas suivi la nette hausse de la demande mondiale. »*

D'ici à ce que notre pays soit rattrapé par la patrouille…

Matignon piégé par son obsession de l'écoterrorisme

Encouragé par le garde des Sceaux, le gouvernement a usé et abusé des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance. Un fiasco qui a conduit à mettre au grand jour des notes de renseignement classées secret-défense…

C'ÉTAIT l'une des brillantes idées sorties du képi de Matignon pour écarter les prétendus meneurs des manifestations : utiliser la loi antiterroriste de 2017 afin d'empêcher tout un tas de militants écolos, antibassines ou faucheurs d'OGM, pro-Palestine et autres gilets jaunes de battre le pavé en les consignant chez eux. Et gare aux désobéissants, qui encouraient jusqu'à trois ans de taule et 45 000 euros d'amende !

Ces Micas – acronyme de « mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance » – ont fait grimper aux rideaux avocats et associations de défense des libertés publiques. Au fait, qui a soufflé cette chouette trouvaille liberticide à Sébastien Lecornu ? Son ami Gérald Darmanin, bien sûr, grand chasseur d'« écoterroristes » ! Selon les confidences de plusieurs hauts fonctionnaires, le garde des Sceaux a convaincu le Premier ministre que les Micas étaient la baguette magique idéale pour éloigner les agitateurs des cortèges. Et tant pis pour le droit…

Mal fichés

Au moment des Jeux olympiques, Darmanin, alors ministre de l'Intérieur, avait massivement recouru à ces « interdictions de paraître » : 547 grincheux, soupçonnés de vouloir gâcher la grande fête, avaient été confinés durant les JO – un tiers de toutes les Micas infligées depuis leur création ! Obsédé par la menace gauchiste, Sébastien Lecornu a donné son feu vert pour mettre au piquet un maximum de trublions le jour des manifs. Et la Place Beauvau a obtempéré sans moufter. Bousculé par les rapporteurs de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les ratés du maintien de l'ordre, Laurent Nuñez a avoué, le 3 novembre, avoir signé *« un peu plus d'une centaine »* de Micas pour les défilés des 24 et 31 octobre.

« Droit dans ses bottes », le premier flic de France a aussi juré aux députés que les *« Micassés »* étaient tous de dangereux activistes faisant partie du *« haut du spectre »*. Comprenez, dans le jargon du renseignement : des fichés S pour terrorisme ou actions violentes visant à déstabiliser l'Etat. Faux ! Selon les informations du Palmipède, seulement une petite poignée d'individus visés par ces assignations à résidence se trouvent dans le viseur des services antiterroristes. Tout le reste n'est que du menu fretin fiché pour appartenance à des mouvements gauchos. Interrogé par les parlementaires sur le nombre de militants d'ultradroite privés de manifestation, Laurent Nuñez a préféré botter en touche. Et pour cause : ils ne sont que… deux !

« Le plus loufoque, avec les Micas, soupire un grand flic, *c'est que l'exécutif s'est tiré une balle dans le pied. »* D'abord, comme l'a reconnu le ministre, tout penaud, la moitié de ces mesures administratives n'ont pu être notifiées, tout simplement parce que les flics et les pandores se sont révélés incapables de les remettre aux intéressés en temps et en heure. Ensuite, les services de renseignement ont douché l'enthousiasme du gouvernement en prévenant qu'ils allaient être obligés de fournir une partie de leurs notes secrètes à tous ceux qui contesteraient la mesure devant la justice administrative. *« On a mis nous-mêmes sur la place publique des infos ultrasensibles que l'on avait pris soin d'estampiller secret-défense pour qu'elles ne sortent jamais »,* s'agace un poulet. Bienvenue aux journées portes ouvertes de la Direction générale de la sécurité intérieure !



Micas-bonbons

Finalement, la distribution de Micas a été jugée si inefficace et désastreuse en matière d'image que la Place Beauvau a préféré mettre fin à l'expérience pour les manifestations des 5 et 7 novembre.

Ce n'est pas la première foirade depuis le début du tohu-bohu lycéen. Matignon a essayé la tactique du « grand ramassage » en collant 6 877 lycéens en garde à vue (« Le Canard », 14/10). Ont suivi les couvre-feux, les interdictions de manifs, les cortèges boutés hors des centres-villes, la sortie des 25 blindés de la gendarmerie – sans compter la menace des *« clowns tueurs »* agitée le soir de Halloween et les gares de banlieue fermées à la dernière minute *(lire ci-dessus)*. Hélas pour le gouvernement, la fièvre ne retombe toujours pas. D'après les dernières notes de renseignement, le mouvement lycéen *« se durcit »*. Il pourrait perdurer jusqu'aux fêtes de fin d'année. Et, au rythme où sont tirées les grenades lacrymogènes – 22 000 rien que le 17 octobre –, les stocks fondent à vue d'œil.

Laurent Nuñez va devoir passer fissa commande au Père Noël pour remplir la hotte des CRS !

Marine Babonneau, Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé



La banlieue interdite à Paris

MAUVAISE SURPRISE pour les banlieusards qui, le 5 novembre, comptaient se rendre dans la capitale. Sans préavis, la Préfecture de police de Paris a fermé en tout début d'après-midi cinq grandes gares de la petite couronne, dont les quatre plus gros carrefours ferroviaires d'Ile-de-France – La Défense, Val-de-Fontenay, Saint-Denis et Rosny-Bois-Perrier. Et tant pis pour tous les habitués du RER et du Transilien ! Au moins 600 000 Franciliens qui transitent chaque jour par ces cinq gares ont été pris en otages afin de garantir la sécurité des commerces parisiens. Une première policière… Les fermetures, d'ordinaire, se limitent aux stations de métro intramuros. Mais, par peur de revivre les scènes d'émeutes et de pillages du 17 octobre au cœur de la capitale, la Place Beauvau avait cette fois décidé de cadenasser les cités.

Afin d'empêcher les gamins des banlieues sensibles de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne de « monter » à Paris, les stations Créteil-Pointe-du-Lac et Boissy-Saint-Léger – terminus de la ligne 8 et du RER A –, tout comme Asnières-Gennevilliers-Les-Courtilles, dernière de la ligne 13, ont été mises en carafe. Métro, dodo, couvre-feu…

Les manifestants ont le mauvais œil

AUCUN CHIFFRE officiel lié au nombre de blessés graves depuis le début du mouvement de protestation n'a été communiqué. Charge aux manifestants de recenser les estropiés… C'est ce qu'a entrepris de faire le professeur Laurent Thines, neurochirurgien au CHU de Besançon et membre du Collectif Inter-Hôpitaux. En épluchant la presse nationale, locale et des blogs militants, ce soignant, engagé à gauche, a dénombré au bas mot 79 victimes en trois semaines.

Parmi elles, 10 personnes ont été éborgnées par des tirs de LBD et de grenades lacrymogènes ou explosives. Âge moyen : 18 ans. Majeurs, vaccinés… et mutilés ! Sept autres ont eu une main arrachée, un pied explosé ou un testicule amputé. Et ils sont 9 à avoir subi un traumatisme craniofacial. Ceux-ci sont plus âgés : autour de 25 ans. Des vétérans…

Afin d'établir si l'usage de la force était légal et proportionné, 127 enquêtes ont déjà été confiées à l'IGPN, la police des polices.

Le professeur Thines a sollicité la ministre de la Santé pour qu'elle réagisse à son diagnostic. Réponse du cabinet de Stéphanie Rist au « Canard » : *« Ce n'est pas au ministère de la Santé de se prononcer sur la doctrine du maintien de l'ordre. »*

Même s'il ampute le budget de la Sécu ?

F. R.-G.

Pluie de baffes sur mineurs au tribunal de Pontoise

« *IL N'Y A aucune consigne de retenue* » donnée aux forces de l'ordre : Laurent Nuñez, le ministre de l'Intérieur, l'a admis le 2 octobre sur le plateau du 20 heures de TF1. Reçu cinq sur cinq par les poulets ! Le 5 novembre, plusieurs mineurs, livrés à des policiers, se sont mangé des volées de mandales et d'insultes au dépôt du tribunal judiciaire de Pontoise (Val-d'Oise). Une enquête a été ouverte par le parquet.

Ce jour-là, six ados, âgés de 15 à 17 ans, sont amenés au tribunal après quarante-huit heures de garde à vue : ils sont soupçonnés d'avoir tiré des mortiers d'artifice sur les forces de l'ordre ou sur leur bahut, à Cergy, Gonesse et Pontoise. Entassés pendant dix heures dans les cellules du tribunal, sans eau ni alimentation, ils attendent d'être présentés devant les juges des enfants. Alors qu'ils ne se connaissent pas, les mineurs racontent tous la même histoire à leurs avocats et aux magistrats en sortant des geôles de la juridiction. Les policiers *« sont entrés à dix »* dans le cachot, ils *« [les] ont plaqués »* ; *« ils mettaient des claques et j'en ai reçu une »*, raconte l'un. Un autre explique : *« Des policiers sont entrés et nous ont frappés. »* Tout en proférant des insultes : *« Celui qui parle, je lui baise sa mère », « t'es une petite salope », « bande de petits puceaux », « casse-toi, petit pédé », « ici, on peut vous tuer, il n'y a pas de caméra ».*



Boucherie sans eau

Le plus jeune, tout juste 15 ans, a demandé de l'eau à plusieurs reprises. *« Plus tard, plus tard »*, lui a répondu un poulet avant de s'énerver et de le balancer sur le banc de la cellule. Un autre prévenu est collé contre le mur. *« Cela a fait boum »*, rapporte un mineur. Un ado valdingue contre le banc et se cogne la tête, après avoir osé un *« ne parle pas de ma mère »*. Durant cette avalanche de baffes, un policier *« gentil »* essaie de retenir ses collègues. Pas très efficace, le garçon !

A Pontoise, les faits ont aussitôt été signalés par les juges au procureur, qui, interrogé par « Le Canard », assure avoir illico ouvert une enquête *« du chef de violences par personne dépositaire de l'autorité publique suivies d'incapacité de travail n'excédant pas huit jours »*. La direction interdépartementale de la police du Val-d'Oise a été saisie.

« Ces faits se répètent quotidiennement, que ce soit à Pontoise ou ailleurs. Les mineurs sont déférés devant des juges quasi systématiquement… pour être relâchés. Tout ça pour ça ! » s'insurge l'une des avocates, Alice Aumeunier. Même son de cloche chez son confrère Avner Guidalia, qui, le 5 novembre, a assisté deux des mineurs. *« L'un de mes clients a été déféré pour ne pas avoir déverrouillé son téléphone. Et ils se prennent des baffes dans le tribunal. On marche sur la tête. »*

Malgré les demandes de contrôle judiciaire de la part des procs, les gamins sont ressortis libres du cabinet des juges des enfants avec des mesures éducatives sous le bras. Une claque pour la police ?

M. B.

A la caisse !

VALÉRIE PÉCRESSE avait promis de sucrer les aides aux lycéens sanctionnés en conseil de discipline à la suite de leur participation aux blocus. C'est presque fait ! Adoptée le 5 novembre en commission « Lycées », la mesure devait être discutée le 12 novembre par le conseil régional d'Ile-de-France.

Selon le texte de la délibération, tout élève *« ayant commis des dégradations d'établissements d'enseignement régionaux ou des violences à l'intérieur ou aux abords des mêmes établissements »* ne pourra plus percevoir le chèque sport ou culture de 100 euros, ni les 50 euros de bons d'achat de livres, ni un remboursement partiel du forfait Navigo pas plus qu'une aide au permis de conduire. Joyeux Noël !

E. So.

Le gauchiste affole les taules

LE GOUVERNEMENT a peur de la contagion *« insurrectionnelle »*… jusque dans les prisons ! Le 20 octobre, la maison d'arrêt de Rodez (Aveyron) a reçu une note de service, consultée par « Le Canard », sommant les surveillants de signaler l'arrivée de toute personne *« impliquée dans des faits de violences urbaines ou relevant de mouvances d'ultragauche »*. Mazette !

Le signalement devra être fait *« sans délai »* à la direction de l'établissement. Objectif ? Isoler le gauchiste, *« dans la mesure du possible »* (le taux de suroccupation dans les maisons d'arrêt en France dépasse 170 %), dans une cellule individuelle, histoire qu'il ne cause à personne. Les allées et venues du disséminateur d'idées d'ultragauche devront, elles aussi, être *« isolées »*, et ses promenades rester *« individuelles »*.

La note a-t-elle été envoyée à toutes les maisons d'arrêt de France ? Le ministère de la Justice admet des mesures spécifiques *« en tant que de besoin »*. Selon les infos du Palmipède, la mise à l'écart a aussi été décidée à Fleury-Mérogis, à la Santé ou à Villepinte, pour éviter toute *« contagion révolutionnaire »*.

M. B.

Les péchés du flic syndicaliste chrétien

AXEL RONDE est flic et président de la CFTC Police. Ces temps-ci, il prêche la bonne parole policière sur CNews, propriété de Bolloré. Le 21 octobre, le syndicaliste exige des autorités *« carte blanche pour ramener l'ordre »*. Le 30, il qualifie les manifestations sociales d'*« appels au meurtre »*, d'*« appels à une insurrection armée »*. Las ! le lendemain, comme l'atteste un rapport de police tombé dans le bec du « Canard », ce saint homme a failli écraser un collègue poulet. Volontairement, s'entend.

Le 31 octobre, sur le coup de 20 h 20, Axel Ronde file en effet à bord d'une Seat rouge à travers le XII[e] arrondissement de Paris. Le pare-soleil siglé « Police » bien en vue, le deux-tons et le gyro activés, le conducteur grille les feux rouges et érafle un véhicule en circulation. Un flic, hors service, arrive à sa hauteur, se présente, lui demande s'il est bien de la maison poulaga, l'interroge sur les raisons de ces manœuvres dangereuses. Ronde dit qu'il doit se rendre sur un dispositif de maintien de l'ordre. Son interlocuteur vérifie par téléphone son identité et demande si la Seat est bien un véhicule administratif autorisé à rouler toutes sirènes hurlantes. Pas du tout, répond le central : c'est la caisse perso du syndicaliste.

Poulet grillé

Lorsqu'il entend la conversation, Ronde démarre en trombe et *« manque de peu de renverser »* son collègue. L'un de ces jolis *« refus d'obtempérer »* qu'il aime qualifier, sur CNews (22/8), de *« véritable sport national »*. Un champion !

Une course-poursuite s'engage dans Paris puis sur le périph. Le syndicaliste finit par balancer son gyro sur la chaussée, avant d'être immobilisé par des véhicules venus en renfort. Il sort de sa bagnole en précisant : *« Je suis armé. »* Une fois désarmé, il dégaine son téléphone pour rédiger un message via WhatsApp. Selon nos informations, il appelle un commandant au secours. Une *« instruction »* parvient aussitôt aux poulets : il faut laisser libre de toute poursuite le président de la CFTC Police ! Quelques heures plus tard, Ronde se rend sur le plateau de BFMTV pour dénoncer *« chez certains ultras l'envie de tuer du policier »*. Et pas chez certains syndicalistes ? Il se défend auprès du Volatile : *« J'ai cru qu'on voulait me tuer. J'ai effectué un signalement à l'IGPN. Les conditions d'interpellation n'étaient pas normales. »* Encore un qui se méfie de la police…

D. H.

2026, ANNÉE LA PLUS CHAUDE DE L'HISTOIRE



17 octobre : pourquoi la police est restée en plan

CHACUN s'en souvient comme si c'était hier : le 17 octobre, la France a connu une journée de mobilisation contre la vie chère marquée par des violences inédites.

Auditionné le 3 novembre à l'Assemblée nationale sur sa gestion des événements lors de cette journée infernale, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a reconnu *« un manque d'anticipation* (…) *qui est d'abord le* [s]*ien »*.

Détail cocasse : quatre jours avant les incidents, le cabinet de la Direction générale de la police nationale (DGPN) avait justement déposé sur la plateforme « Choisir le service public » une offre d'emploi de… *« chargé de mission planification au bureau de préparation à la gestion des crises »*. Visionnaire ! La mission du futur titulaire ? *« Renforcer la capacité de la police nationale à faire face aux crises et à améliorer sa résilience, notamment par la planification, la préparation, les exercices et les retours d'expérience »*, tout en contribuant à la *« professionnalisation de la police »* dans ces domaines.

L'appui d'un tel profil n'aurait pas été de trop pour la DGPN lors de la journée du 17 octobre. Pas de bol : le poste était encore vacant ce jour-là. Un seul être vous manque et tout est dévasté ?

C. B.

TRUMP CLASSE LE BUREAU OVALE COMME MONUMENT HISTORIQUE

Sarko brouille les écoutes contre l'ultragauche

LE PRÉSIDENT SARKOZY a torpillé dans son seul intérêt une enquête liée au terrorisme : c'est ce qu'affirme un flic dans un livre (1), à paraître le 12 novembre, qui fourmille de révélations. En 2008, Franck Alioui, alors en poste à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI, devenue depuis la DGSI), se trouve à la tête d'une équipe d'espions chargés d'infiltrer, de pister et d'écouter, à Tarnac (Corrèze), une bande d'hurluberlus soupçonnés de saboter des voies ferrées au nom d'une *« insurrection qui vient »*. Leur chef est un certain Julien Coupat. L'Intérieur, alors aux mains de Michèle Alliot-Marie, veut se faire ces *« terroristes d'ultragauche »*…

Sur des milliers d'heures d'écoutes, quelques minutes enregistrées à l'automne 2008 révèlent le rôle hallucinant de Sarko dans cette enquête hors norme. Alioui a « branché » une activiste d'origine italienne en lien avec la bande de Tarnac qui converse aussi régulièrement avec l'actrice Valeria Bruni-Tedeschi, sœur de l'épouse du chef de l'Etat. La comédienne rassure son interlocutrice : *« J'en ai parlé à Carla, qui en a parlé à Nicolas. On va le convaincre. »*

C'est quelqu'un qui m'a ouï

A l'époque, l'Italie, dirigée par Silvio Berlusconi, exige de la France l'extradition de supposés ex-membres des Brigades rouges. Parmi eux, Marina Petrella, condamnée par contumace, le 6 mars 1992, à Rome, à la prison à perpétuité. En juin 2008, Fillon, alors Premier ministre, signe son décret d'extradition. Ce que confirme Sarko en juillet de la même année… avant de renoncer, le 12 octobre 2008 – officiellement pour *« raisons humanitaires »*. Les sœurs Bruni ont des arguments !

Les retranscriptions de ces écoutes dites « administratives » – c'est-à-dire non visées par une autorité judiciaire – doivent, en théorie, être détruites au bout de dix jours. Alioui rédige cependant un rapport pour sa hiérarchie : après tout, il est question du président de la République. Cette imprudence lui vaut d'être convoqué… à Matignon. En janvier 2009, devant la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, placée sous l'autorité du Premier ministre, il est invité à s'expliquer sur les raisons de l'écoute de cette activiste. On lui intime l'ordre de détruire le PV, de l'oublier et de cesser de *« brancher l'entourage de Sarko »*.

L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais, quelques semaines plus tard, Alioui est convoqué par sa chefferie. Un taulier lui explique qu'il est désormais sur écoute, avant d'ajouter : *« A partir d'aujourd'hui, vous ne faites plus partie de la DCRI. Ce n'est ni une sanction ni une punition. Vous rentrez chez vous. Et on ne veut plus vous voir. »*

Ses patrons vont pouvoir le lire, maintenant !

Didier Hassoux

(1) « Le flic qui en savait trop », d'Alex Jordanov avec Franck Alioui, Nouveau Monde Editions, 285 p., 21,90 €.

Le nucléaire, ses rayons et ses ombres

Malgré les effets d'annonce, notamment en France, l'énergie atomique régresse partout. Alors que le nombre de renouvelables et des batteries de stockage explose.

DES RÉACTEURS au secours des data centers, voraces en énergie… Des EPR français à gogo, des mini-centrales remplaçant les grandes et installables à tous les coins de rue… Le nucléaire semble en fusion sur toute la planète ! Ces annonces pétaradantes masquent pourtant une réalité moins rayonnante : l'atome est en berne. Pour la trentième année d'affilée, sa part dans la production mondiale d'électricité (8,8 %) baisse, elle qui représentait le double en 1996. Le chiffre est issu du « World Nuclear Industry Status Report » (WNISR), une étude réalisée par des experts reconnus sous la direction de Mycle Schneider et nourrie des données de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Qui profite de ce déclin ? Pas les énergies fossiles, désormais minoritaires dans la production d'électricité, mais bien les renouvelables, en pleine explosion. Les éoliennes, ajoutées aux panneaux photovoltaïques, produisent deux fois plus que l'uranium. En Chine, le rapport est de un à cinq. Ce mouvement se double d'un autre, à la croissance encore plus vertigineuse : celui du stockage.



Des réacteurs "Potemkine"

En 2025, la capacité des batteries utilisées dans le réseau électrique a crû de 104 gigawatts – l'équivalent de plus de 100 réacteurs atomiques –, et le prix du kilowattheure capturé dans ces accus a été divisé par sept en dix ans. L'Etat pétrolier du Texas ne s'y est pas trompé, qui se fait le champion de ces piles géantes.

Pays du monde le plus dépendant du nucléaire, la France résiste à ces révolutions mais en paie le prix fort. Fin 2025, EDF estimait le coût des six futurs EPR2 promis par Macron à 72,8 milliards d'euros. Pessimiste, le WNISR les évalue, lui, à une centaine de milliards d'euros lorsqu'ils seront construits, soit à l'horizon 2038-2040. Le prochain projet de loi de finances surenchérit à un niveau compris entre… 114 et 162 milliards (« Le Figaro », 9/11). Reste à espérer que les dépassements de délais et de devis n'imiteront pas ceux de l'EPR de Flamanville, livré avec douze ans de retard pour une facture multipliée par sept !

Autre gros souci pointé par le rapport ? L'industrie des mini-centrales, ou *small modular reactors* (SMR). Cruellement, les rédacteurs remettent leur conclusion de 2015 sur la table : *« Depuis des décennies, les SMR ont été présentés comme porteurs de grandes promesses pour la croissance de la production nucléaire. Nulle part ces promesses n'ont été tenues. »* Dix ans plus tard, seuls quatre mini-réacteurs – deux russes et deux chinois – fonctionnent, dans l'opacité propre à ces plaisants régimes.

Partout, poursuit le rapport, le monde des SMR ressemble à un *« village Potemkine »* : façades brillantes, et rien derrière. Difficile d'imputer cette situation à un manque de financements. La Grande-Bretagne a misé 4 milliards d'euros sur le projet de Rolls-Royce, encore dans les cartons, les Etats-Unis sans doute davantage sur quatre start-up, et Paris doit allouer 1 milliard aux SMR dans le cadre du plan France 2030. En attendant, toujours pas de mini, de micro, ni même de nano-réacteur…

Nucléocrates radiés

Tant d'argent investi dans l'énergie ionisante attire bien des convoitises. Au début de l'année, la compagnie japonaise Chubu a avoué avoir falsifié des données sismiques, histoire d'accélérer le redémarrage de deux unités de la centrale de Hamaoka. Aux Etats-Unis, de graves affaires de corruption fleurissent. Les ex-présidents de chambre des représentants de deux Etats ont été condamnés pour s'être impliqués de manière très intéressée en faveur des centrales locales.

Quant à l'uranium enrichi produit à bas prix par la Russie, son succès, malgré les sanctions économiques, ne faiblit pas. Les importations américaines ont crû, en volume, de 20 % en 2025, et celles de la Chine ont doublé depuis deux ans. Celles de l'Union européenne, elles, ont plus que quadruplé entre 2024 et 2025, la France restant un *« partenaire majeur »* de Moscou. Le cœur (nucléaire) a ses raisons…

Jean-François Julliard



Des conflits très cash à la Monnaie de Paris

IL S'EN PASSE de belles à la Monnaie de Paris, qui produit des pièces en euros, en devises étrangères et de collection. Si ses finances se portent bien (en 2025, l'établissement public affichait un résultat net de 6,1 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 197 millions), les pratiques du *top management* détonnent, à quelques mois de la fin du mandat de son pédégé, Marc Schwartz.

Le 15 octobre, une audience devant les prud'hommes a opposé la Monnaie de Paris à l'un de ses anciens dirigeants, mis à pied puis licencié. L'institution lui reproche trois ans d'échanges avec une collaboratrice au cours desquels, à grand renfort de noms d'oiseaux et d'indiscrétions diverses, il s'est lâché vis-à-vis de plusieurs cadres haut placés. Pas très élégant, certes… mais est-il légal d'écouter le téléphone d'un collaborateur ?

Dirigeants dans le décor

A la barre, l'homme s'excuse, mais aussitôt son avocat rappelle que les messages en question, privés, n'étaient pas destinés à être diffusés : il n'y a donc rien à reprocher à son client – d'où les quelque 200 000 euros réclamés pour licenciement abusif… D'ailleurs, sous-entend son conseil, le prévenu pourrait en raconter de belles sur la Monnaie (référence à peine voilée à de récentes histoires de coucheries impliquant des hauts responsables). Ebranlée, la présidente des prud'hommes a renvoyé sa décision au 5 janvier.

En avril, la cour d'appel de Bordeaux avait imposé la réintégration d'un syndicaliste CGT. Le DRH de la Monnaie avait joué sur une chronologie ambiguë pour prendre ses aises avec les règles entourant le licenciement d'un salarié protégé.

Revers de la médaille

Un autre dirigeant de l'institution, arrivé il y a à peine deux ans, est, lui, sur le départ. Il vit mal les convocations systématiques de Marc Schwartz, le vendredi en fin de journée, pour *« faire le point »*, qui l'empêchent de rejoindre son domicile en province pour le week-end. Cela commence à faire beaucoup.

En 2024 et en 2025, l'établissement public avait été épinglé pour avoir produit des pièces non conformes et des médailles des JO défectueuses (« La Lettre », 13/1/25). Cette année, une erreur de calcul sur les congés payés a failli coûter plusieurs centaines de milliers d'euros à la boîte. Les bons comptes font les bons commis ?

L'intéressement des salariés, lui, s'est envolé depuis deux ans grâce à un nouveau mode de calcul très favorable : il atteint 1 200 euros par agent, contre 600 à 800 euros auparavant. Et dire qu'il y a encore des mécontents !

Agnès Laurent



Les querelles chez les Arnault, c'est pas du luxe !

« LE PROCHAIN *qui parle à un journaliste est viré.* » Il y a tout juste un an, Bernard Arnault mettait en garde ses cinq héritiers contre les bavardages. A lire l'ouvrage « Monsieur et les siens », à paraître le 19 novembre chez Olivier Nora Editions et sur lequel « Le Canard » a mis la palme, la crise d'autorité du milliardaire n'a pas servi à grand-chose. Signé Emilie Lanez, journaliste à « L'Express », le récit fourmille de détails sur les déchirements de la famille que seuls peuvent connaître Hélène Mercier, l'épouse, et les enfants, Delphine, Antoine, Alexandre, Frédéric et Jean.

« Monsieur et les siens » raconte comment les couteaux s'aiguisent alors que la succession du patriarche, âgé de 77 ans, se profile. Les rejetons *« ne se chamaillent pas pour la richesse : elle leur est acquise. Immense. Ils rivalisent pour* [obtenir] *son adoubement »*, écrit Emilie Lanez. Mais la guerre la plus féroce est celle que se livrent Hélène, la seconde épouse, qui protège ses trois enfants, et Delphine et Antoine, les deux aînés, nés d'un premier mariage.

Ces deux-là ne sont plus invités à l'anniversaire de leur père à Courchevel, en mars, ni l'été sur son yacht. En janvier 2025, alors que Bernard, Hélène, Alexandre et Delphine rentrent en jet privé de la fiesta d'investiture de Trump, la fille Arnault s'étonne auprès de sa belle-mère de la froideur qu'elle lui témoigne. Réponse : *« Quand je te vois, je suis de mauvaise humeur. »*

Délit de faciès

Hélène ne peut pas pifer le milliardaire Xavier Niel, le compagnon de sa belle-fille. Quand les deux couples se croisent ici ou là, Bernard s'arrête, pas Hélène. Et, lorsque le proprio de LVMH nomme sa fille à la tête de Dior, Hélène plaide auprès de barons du groupe la cause d'Alexandre, son aîné, les obligeant à d'inconfortables grands écarts.

Avec Antoine, l'ambiance n'est pas meilleure. A l'été 2026, Hélène Mercier fait parvenir à Emilie Lanez une vidéo vieille de trente ans montrant une main armée d'un couteau perçant le matelas d'un lit à barreaux puis celui d'un lit double. Le court-métrage a été réalisé par Antoine, alors adolescent. C'est l'un de ces films d'horreur qu'il s'amusait à tourner dans sa jeunesse, avec ses copains et sa sœur. Hélène n'en démord pas : de l'avis de psychiatres qu'elle a consultés, cela prouve la dangerosité de son beau-fils. Ambiance…

Entre les héritiers, la défiance est énorme. Même les petits-enfants – le fils de Delphine, en particulier – sont désormais scrutés avec méfiance. Et le trouble gagne lorsque la direction du renseignement de la Préfecture de Paris découvre qu'en 2023 Xavier Niel a été suivi et écouté 24 heures sur 24 par une officine.

Comment Bernard Arnault, qui a bâti sa fortune en profitant des querelles familiales des autres (les Racamier chez LVMH, les Vipiana chez Céline, les Lur Saluces au château d'Yquem…), a-t-il pu laisser son propre clan s'enfermer dans un psychodrame qu'il sait mortifère ?

Ce mystère-là demeure.

A. L.

TEDDY RINER : LA PHOTO PRÉSIDENTIELLE



A l'île Maurice, deux Français raffinaient l'argent de Maduro

DÉTENTRICE des plus importantes réserves d'or noir du monde, Petróleos de Venezuela (PDVSA) – la compagnie pétrolière d'Etat vénézuélienne – était devenue, au fil du temps, la pompe à fric du clan de Nicolás Maduro, l'ancien président du Venezuela, qui, après son arrestation fracassante en début d'année par l'armée américaine, croupit désormais dans les geôles new-yorkaises.

Entre 2014 et 2018, pas moins de 1,2 milliard d'euros de fonds auraient été détournés dans le scandale Money Flight. Worldwide Wealth Management PCC (WWM PCC) est l'une des structures offshore qui, en toute discrétion, accueillaient les millions transférés par certains des proches de Maduro. Elle pourrait bientôt intéresser les justices américaine, espagnole et française, car deux as de la finance hexagonale officiaient derrière cette lessiveuse à capitaux. Yann Robbiola, ancien responsable de la salle des marchés de Merrill Lynch en France, et Jonathann Savigny, spécialiste de la gestion de fortune, pilotent LS Advisors, une société de gestion d'actifs implantée à Maurice depuis 2006 et à Paris depuis 2011, qui détenait WWM PCC, comme l'avait évoqué la presse espagnole (« The Objective », 21/9).

Selon des documents consultés par le Palmipède, on trouve, parmi les clients de WWM PCC – outre quelques Français ayant fait fortune dans l'immobilier ou les logiciels –, une bonne partie des fidèles du président vénézuélien déchu. Entre autres, Mariana Lemoine, épouse de l'un des fils de Cilia Flores, la femme de Maduro ; Jennifer Fuentes Gomez, une autre belle-fille de Flores ; ou Mario Vallera, homme de paille de deux des gendres de Maduro, poursuivi aux Etats-Unis pour complot de blanchiment d'argent entre 2014 et 2018 et dont les avoirs ont été bloqués en Suisse.

Seychelles le valent bien

Ces Vénézuéliens possédaient des comptes chez WWM PCC qui leur servaient de véhicules financiers pour dissimuler l'origine des fonds versés et la réalité des investissements effectués, les gains alimentant ensuite leur train de vie. Une vraie plateforme de raffinage ! Le 5 mai 2016, Mariana Lemoine y dépose 782 608 euros en tant que premier apport. Quelques mois plus tard, elle reçoit deux virements de 3,6 millions d'euros en provenance de Londres. En 2017, le portefeuille de Mario Vallera contenait des obligations PDVSA et de l'Etat du Venezuela pour, respectivement, 10 millions de dollars et 4,7 millions.

Les deux administrateurs français assurent *« être des lanceurs d'alerte »*, avoir *« signalé aux autorités mauriciennes le cas Vallera dès 2018 »*, et mettent en cause Ziad B. Maalouf, un apporteur d'affaires suisse. En 2021, la Financial Services Commission de l'île Maurice a suspendu la licence d'exploitation internationale de WWM PCC pour non-respect des obligations de conformité, de gouvernance et de lutte contre le blanchiment (« L'Express Maurice », 7/1). En 2023, la boîte a été liquidée.

Sa maison mère, elle, carbure toujours.

Emmanuelle Souffi et Jean-Louis Le Touzet

TRUMP POURRAIT ADOUCIR SA POLITIQUE MIGRATOIRE



Un Trump sous contrôle et surtout calmé ?

FAUTE d'avoir l'audace nécessaire pour traiter le président américain comme il le mérite, plusieurs dirigeants ou chefs militaires européens se lâchent souvent devant leurs collaborateurs : *« un psychopathe »*, *« un malade mental »*, *« un coutumier des propos apocalyptiques »*, tout y passe. Illustration : le 5 novembre, devant des journalistes reçus à la Maison-Blanche, Trump lance : *« Je préférerais ne pas détruire le reste de l'Iran, mais je serai peut-être obligé de le faire. »*

Les alliés européens, jusqu'alors plutôt mollassons, ont pensé que le sort du Président serait réglé durant les deux ans qu'il lui reste à sévir à Washington. Aujourd'hui, ils estiment que leur espoir se justifie. A preuve, plusieurs élus républicains au Congrès *« ont osé »*, disent-ils, s'en prendre au fidèle Pete Hegseth, le très viril chef du Pentagone et ministre de la Guerre.

Dollars en avalanche

Sous l'influence de son patron, cet ancien journaliste vedette de Fox News a en effet renvoyé à la maison plusieurs généraux et amiraux jugés trop modérés. Et, alors que le vice-président, J. D. Vance, a attribué à la guerre en Iran la déroute des républicains aux élections, Hegseth l'a ouvertement contredit. Dans une vidéo diffusée le 5 novembre sur les réseaux sociaux, Hegseth a qualifié cette guerre d'*« effort courageux et historique »* destiné à empêcher l'Iran de posséder la bombe. Puis il s'est déchaîné contre les *« politiques de diversité »*, dénonçant une *« idéologie marxiste conçue pour nous détruire »*, avant d'appeler les parlementaires *« patriotes »* à voter les crédits nécessaires en prévision du projet de budget 2027 de la Défense, qui devrait s'élever à 1 500 milliards de dollars.

A moins que le nouveau Congrès ne réduise cette avalanche de crédits…

Claude Angeli



LE TÉLÉPHONE du professeur Nicolas Simon, chef du centre antipoison de Provence-Alpes-Côte d'Azur – également chargé de la Corse et de l'île de La Réunion –, n'en finit pas de sonner : jusqu'à 230 appels par jour, contre 100 auparavant ! Le coupable ? La fonctionnalité AI Overviews de Google, cette intelligence artificielle qui, depuis le 22 juillet, donne des réponses à quiconque s'inquiète, par exemple, d'avoir été empoisonné. Problème : l'outil gain de temps est d'une prudence de malade.

Racontez-lui que vous avez avalé un peu de shampooing sous la douche ou que votre marmot a grignoté une feuille dans le jardin, et il vous conseille d'appeler illico le centre antipoison le plus proche, dont il vous fournit le numéro. De quoi empoisonner le standard !

Les répercussions sont loin d'être anodines. *« Quand il y a quinze sonneries en simultané et une seule personne qui répond, on prend le risque de mettre en attente un appel gravissime*, déplore le professeur Simon. *On court à la catastrophe. »*

Prudence contemporaine

Depuis cet été, le nombre d'appelants qui finissent par raccrocher sans avoir eu d'interlocuteur au bout du fil a été multiplié par deux. Or une trentaine d'appels par jour concernent une vraie urgence, potentiellement vitale (« La Provence », 7/11).

« Un collègue a fait plus de 70 heures par semaine à cause de l'augmentation des appels et du manque chronique de personnel », s'inquiète le chef du centre. La nuit, un seul médecin décroche ; le jour, il est assisté de trois internes. Le bon docteur a rencontré la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille, dont il dépend, pour grappiller un poste supplémentaire… en vain.

La cité phocéenne n'est pas la seule à être submergée. Le doublement des appels touche tout l'Hexagone, et même la Belgique. *« Les IA sont anxiogènes, elles se gourent, et nos équipes craquent »*, assure l'ACAPTV, l'association qui regroupe les huit centres antipoison français. Au début du mois de novembre, elle a écrit au ministère de la Santé pour réclamer une *« rallonge »* de personnel. Les équipes de Stéphanie Rist n'ont pas encore répondu.

Dans un geste désespéré, les toubibs sont allés jusqu'à alerter les géants de l'IA et à leur suggérer d'améliorer leurs algorithmes. Mais il est très improbable que ces boîtes consentent à leur fournir un antipoison…

Fanny Ruz-Guindos

ZigZag

Les caisses sont vides !

Stupeur des gendarmes de Meaux et de Coulommiers (« Le Parisien », 3/11) : un gang a réussi à voler « 127 banquettes de Clio 5 et de Citroën C3 ». Montant du préjudice : près de 1 million d'euros.

Les démonteurs en série pourront expliquer au juge qu'ils testaient une nouvelle façon d'acquérir une voiture : « Achetez maintenant la banquette, payez plus tard ce qu'il y a autour ! »

DES DÉPUTÉS COMMUNISTES SOUTIENDRONT MÉLENCHON



Le roi lire

Une librairie restée intacte au milieu des émeutes ? L'image est forte. Devant la vitrine, un Parisien, béret sur la tête, café à la main, lit sagement un livre. Résultat, selon « Libération » (7/11) : « Plus de 8 millions de vues. Les commentaires affluent : la littérature est à ce point éloignée des préoccupations actuelles qu'elle n'est même plus menacée de vol. » Sauf que l'image a été générée par l'IA…

Bouquin perdant, Mistral gagnant ?

Vous n'avez pas les bases

L'armée américaine interdit désormais aux véhicules du constructeur chinois BYD de circuler aux alentours de la très stratégique base d'Okinawa, au Japon (« Le Parisien », 6/11) : « Les autorités militaires redoutent que les caméras, micros et systèmes connectés de ces véhicules puissent capter des informations sensibles (…). La consigne ne concerne pas seulement les voitures des militaires : taxis, livreurs et prestataires sont également visés. »

Le moral des troupes pourrait s'en ressentir, surtout si les burgers sont livrés à bicyclette !

Drôle de zig

❑ **PIERRE CHAVY, préfet, explique comment seront utilisés les 850 millions d'euros prévus pour développer la baignade dans la Seine en aval de Paris (« Le Parisien », 6/11) : « Après le 1,3 milliard (…) débloqué pour dépolluer la Seine, les autorités veulent désormais rendre le fleuve baignable dans d'autres départements. » Chargé du chantier, le préfet dit maintenir « une ambition olympique ».**

Il s'entraîne déjà pour une médaille ?

Les échoppes des partis shoppent leurs "goodies" à l'étranger

Les candidats à la présidentielle plaident pour privilégier le made in France mais n'en font rien.

LES BOUTIQUES en ligne des partis politiques filent un mauvais coton : elles refusent d'indiquer l'origine de leurs produits dérivés. En plus d'accroître leur visibilité, ces *goodies*, comme ce briquet gravé de la flamme du FN ou ce tee-shirt du PS *« Mon cœur fait Blum »*, peuvent arrondir les fins de mois. La loi n'en plafonne pas la vente, y compris pour financer une campagne. Reconquête ! a ainsi écoulé 476 617 euros de marchandises lors de l'élection présidentielle de 2022. Malheureusement pour Eric Zemmour, les ventes ne sont pas corrélées aux voix…

Le prétendant à l'Elysée, enclin à juger selon l'origine, n'indique pas celle des objets que son parti propose à la vente. Impossible de savoir où a été fabriqué ce modeste mug *« J'peux pas, j'ai rendez-vous avec l'Histoire »*, signé Sarah Knafo, ou ce carré de soie parfait pour la Facho Week… Interrogé par « Le Canard », Reconquête ! n'a pas répondu. Le maillot *« Mélenchon 27 »*, inspiré de celui de l'équipe de France de foot masculine, provient, lui, tout droit de Pologne, mais le site de La France insoumise n'indique qu'une fabrication *« en Europe »*. Pas très fair-play…

Quant à l'échoppe d'Edouard Philippe, elle opte pour la publicité mensongère. Alors que le site affiche que *« tous* [les *goodies*] *sont fabriqués en France ou dans l'Union européenne »*, il met en vente un gobelet Stanley Cup aux couleurs d'Horizons à 62 euros pièce. Or la griffe américaine ne produit qu'en Chine et au Brésil. Encore un candidat qui prend ses électeurs pour des gourdes ! Un cadre du parti reconnaît la bourde mais explique que *« c'est une marque connue,* (à laquelle) *on ne va pas* (…) *demander de produire en France spécialement pour nous »*.

Ça vient doudou ?

Les questions du Volatile auraient-elles suscité des élans de transparence ? Joints le 30 octobre, Les Jeunes en marche ont discrètement ajouté *« fabriqué en Chine »* sur la page de la peluche du chien de Gabriel Attal, Volta, dès le lendemain. Il était temps, après 151 unités vendues !

Le RN joue plutôt sur les mots. Il tente notamment de fourguer une tasse *« Mais où trouve-t-il toute cette énergie ? »*, avec la bobine de Bardella ou celle de Jeanne d'Arc, *« imprimées en France »*. Mais imprimer n'est pas fabriquer. La boutique se contente de faire appel à des fournisseurs français… qui, peuvent se fournir où bon leur semble.

Quand il distribue effectivement du made in France, le magasin Le Pen en fait des caisses. Par exemple avec ce doudou tricolore fabriqué à Châteauroux pour faire *« de chaque nuit un moment de douceur et de sécurité »*. Idéal pour les petits et les grands qui cauchemardent à l'idée de voir l'extrême droite arriver au pouvoir.

Pour trouver du made in France, il faut chercher là où on ne l'attend pas. Comme dans la boutique du parti de François Asselineau, l'UPR, dont *« les savons d'Alep font partie des produits phares »*, précise un membre. Importés de Syrie, donc ? Pas du tout : *« Notre fournisseur se situe en région parisienne, en réalité seule la recette vient d'Alep »*, admet le même. Assad de tromper le client !

Quentin-Mathéo Pihour et Fanny Ruz-Guindos

Les Hongrois s'intéressent à la vie des autres

C'ÉTAIT une promesse de campagne de Péter Magyar, le Premier ministre hongrois qui a fait chuter le leader d'extrême droite Viktor Orbán, il y a six mois. Le 4 novembre, soixante-dix ans après l'entrée des chars soviétiques dans Budapest pour réprimer l'insurrection (près de 3 000 morts), les archives et une partie des dossiers de la police politique de l'époque communiste ont été ouvertes au public en accès illimité.

Cette décision fait suite à l'adoption, en septembre, d'une loi prévoyant également la mise en ligne d'un site où figurent les noms de dizaines de milliers d'informateurs. On y trouve les dossiers de 60 000 personnes considérées comme d'anciens informateurs, dont quelques politiques, des membres du clergé et des journalistes de la télévision.

Type taupe

Cette base de données permet aux Hongrois du monde entier (ils sont plusieurs milliers à avoir fui le pays après 1956) de vérifier si leurs voisins, concierges, collègues, ami(e)s, voire des membres de leurs familles, ont collaboré avec le régime communiste. Dès le premier jour, le site a enregistré plus de 1 million de connexions, pour un pays de 10 millions d'habitants… *« Après trente-six ans, nous accomplissons enfin ce qui était l'une des promesses essentielles du changement de régime de 1990, une promesse ensuite reniée et entachée de mensonges »*, a déclaré Magyar, qui, à 45 ans, ne risque rien face à ce grand déballage.

Parmi tous les noms qui surgissent ici ou là, d'aucuns pensaient débusquer celui de l'ancien Premier ministre Viktor Orbán, mais personne, pour l'instant, n'en a trouvé trace. Miklós Németh, le dernier Premier ministre communiste (de 1988 à 1990), a affirmé avoir lu, par le passé, des rapports attribués à Orbán concernant son service militaire, bien que leur authenticité n'ait pas été établie.

Orbán or not Orbán ? Prochaines nouvelles archives en février.

Jérôme Canard

PRIMAIRE DE LA DROITE : ATTAL PRÊT À SOUTENIR LE VAINQUEUR, LISNARD OU RETAILLEAU



TEDDY RINER, UN JUDOKA À L'ÉLYSÉE ?



Présidentielle… mon ciné !

SOMBRE CIEL sur Le Touquet, où se tenaient, du 4 au 6 novembre, les Rencontres cinématographiques annuelles de l'ARP, la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs, en présence de quelque 300 membres de la profession. Constat désabusé du cinéaste Stéphane Brizé, coprésident de cette édition : *« La culture, les candidats n'en ont rien à faire… Juste : ça coûte trop cher. »* L'ex-communicant de François Hollande Gaspard Gantzer, chargé par l'ARP de vendre auxdits candidats un manifeste en 12 propositions, a nuancé : *« L'extrême droite s'intéresse beaucoup à la culture, elle en fait le cœur de sa bataille politique. »* Et d'en appeler à un *« serment du Touquet, comme le serment de Koufra du général Leclerc »*, pour défendre le secteur !

Au cours d'un débat consacré aux menaces de censure, la productrice Marie Masmonteil s'est faite moins lyrique : *« Comment faire si le RN arrive au pouvoir ? Si le Centre national du cinéma est dirigé par Sébastien Chenu, est-ce qu'on demandera l'avance sur recettes ? Si les chaînes publiques sont dirigées par des amis du pouvoir, on leur demandera de l'argent ? »* Et de pointer à son tour des formes de censure rampante déjà à l'œuvre : *« La Corrèze a voulu créer une aide au court-métrage. Premier projet : un film sur les rapports d'une jeune fille avec un loup, mais le sujet du loup fait voir rouge les agriculteurs du département… La commission ne s'est plus réunie. »*

Sylvain Desclous, coprésident de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films, a pointé le déferlement de messages haineux et menaçants sur Internet provoqué par certains films touchant les violences policières ou les migrants depuis 2022. Des *« campagnes coordonnées »* pour faire plonger la note des films sur Allociné, un site qui, à la demande d'une délégation, a fini par modifier son algorithme. Tandis que des aides sont soudain bloquées ou différées par certaines régions, telle Auvergne-Rhône-Alpes, pour des projets de film sur des sujets qui fâchent (genre, écologie, migrants…) ou pour le Festival du film court de Villeurbanne.

Danse avec les mous

Guillaume Bachy, le président de l'Association française des cinémas d'art et d'essai, explique qu'il devient plus compliqué de projeter certains films sur les Palestiniens ou financés par un fonds d'aide israélien… Conclusion du réalisateur Michel Leclerc : *« A Cannes, la pétition "Zapper Bolloré" dénonçait la "fascisation des imaginaires", mais on risque plutôt une "bayrouïsation des récits !" »* Et de s'inquiéter de la tendance actuelle à se réfugier dans les films historiques ou les dystopies, de crainte de parler du présent…

Notre salut, selon le titre d'un succès récent, viendra-t-il du passé ?

David Fontaine

(A suivre)

Drôles de zigs

❑ **RICK JACKSON, riche entrepreneur républicain, a « dépensé de 110 à 200 millions de dollars de fortune personnelle, selon OpenSecrets » pour devenir gouverneur de Géorgie (« Le Monde » (6/11). Sa concurrente afro-américaine, Keisha Lance Bottoms, qui a investi 30 minuscules millions de dollars, l'a pourtant largement emporté.**

A vous dégoûter de faire de la politique !

❑ **GAKU KAWABE, directeur des trains à grande vitesse chez Alstom, se félicite (« Libération », 6/11) de « la plus spectaculaire » des 400 innovations présentes sur les nouveaux modèles de TGV NG (Nouvelle Génération) : le « bar-cathédrale », sur deux étages, « une des signatures de ce train ». Explication technique de cette merveille : « Les systèmes qui étaient jusqu'alors placés sous le bar ont été miniaturisés et déplacés, libérant ainsi le rez-de-chaussée. »**

Bien dommage que les tarifs ne soient pas, eux aussi, « miniaturisés »…

❑ **XENIA FEDOROVA, journaliste très proche des idées de Vincent Bolloré, fait son prêche hebdomadaire dans « Le Journal du dimanche » (8/11) : « La cathédrale de la Sainte-Trinité est bien plus qu'un lieu de prière. Au cœur de [Paris], elle est un pont culturel entre la France et la Russie, unissant leurs savoir-faire et leurs traditions spirituelles, incarnant ainsi l'amitié entre ces deux nations. »**

Comme on dit à Moscou : « "Le Journal du dimanche" ? Un champion de la pope culture ! »

1 MILLION DE SIGNATURES CONTRE CNEWS



❑ **NICOLAS METZDORF, député non indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, fan invétéré de David Lisnard et de Guillaume Kasbarian, a, comme eux, les faveurs du club très sélect des « mileistes français » sur Instagram (30/10) : « En France y a un paquet de politiciens couilles molles mais y a aussi Nicolas Metzdorf. Ce cow-boy (…) n'a pas sa langue dans sa poche. Il est aussi et surtout le seul député ouvertement mileiste. Je conseille fortement de le suivre sur les réseaux. » Aperçu de la bio X dudit cow-boy caldoche supposé macroniste, qui pose sous un fier chapeau : « militant du monde libre », assorti d'un émoji bleu-blanc-rouge. Yiihaa !**

A quand un splendide émoji tronçonneuse ?

On écrit au "Canard"…

ME SARAH KERRICH, directrice de cabinet du premier secrétaire du Parti socialiste, nous écrit :

« "Le Canard Enchaîné" a publié un article le 23 septembre 2026 affirmant que j'aurais, en ma qualité de directrice de cabinet d'Olivier Faure, instrumentalisé le témoignage d'une plaignante pour évincer la candidature de Monsieur Brun à la primaire de gauche.

Ces allégations sont infondées.

La Cour d'appel de Paris a confirmé, dès le 23 septembre 2026, le bien-fondé de la suspension de M. Brun après la réception d'un signalement le 15 septembre, rejetant l'ensemble de ses recours. La juridiction a en outre expressément constaté que j'avais agi dans le strict cadre de mes fonctions en transmettant cette alerte à ma hiérarchie immédiatement après en avoir été saisie, afin qu'elle soit traitée selon les statuts du parti, écartant ainsi tout stratagème.

Rien n'a jamais donc permis d'accréditer et d'entretenir indûment la fable d'une manipulation politique ou d'une initiative personnelle. La justice ayant tranché, il appartient désormais à chacun de faire prévaloir la réalité. »

… qui répond

« Le Canard » n'a jamais affirmé que Mme Kerrich avait instrumentalisé un témoignage. Il s'est attaché à la chronologie des faits – qui interroge – et au réveil soudain de la direction du PS, qui avait été alertée dès le 1er juillet des procédures visant Philippe Brun. Début octobre, la victime présumée a saisi la commission des conflits pour violation des statuts et de la charte éthique par Mme Kerrich. Le feuilleton continue.

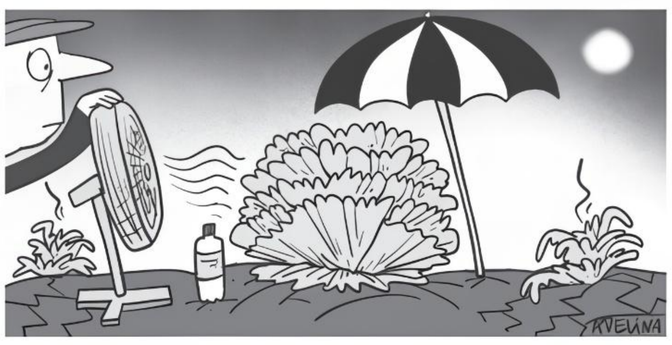
CONFLIT DE CANARD

La fonte de l'iceberg

SALE TEMPS pour les salades. Le service statistique du ministère de l'Agriculture vient de faire ses comptes. Les trois canicules de l'été ont cramé 35 millions de laitues. Soit elles ont crevé de soif, soit leurs feuilles ont brûlé, soit les coups de chaleur les ont fait monter en graine trop vite, ce qui les a rendues immangeables. Résultat : les Français, qui avalent 273 000 tonnes par an d'iceberg, de feuille de chêne ou de batavia, ont dû sortir plus d'oseille de leur porte-monnaie, les prix en rayon ayant bondi de 58 % ! Et, pour éviter la pénurie, la grande distribution a dû se rabattre dare-dare sur les salades ibériques. Entre mai et août, l'Espagne nous en a fourgué 35 200 tonnes, 39 % de plus que d'habitude. Olé !

Mais comment fait l'Espagne pour rester la championne européenne de la salade alors qu'elle subit bien plus que nous encore le réchauffement climatique ? Les maraîchers de Murcie ou d'Andalousie ont pris les devants en sélectionnant des variétés résistantes à la sécheresse et qui, pour la quasi-totalité d'entre elles, sont désalterées au goutte-à-goutte. Une astuce qui permet d'économiser jusqu'à 15 % de flotte mais dont ne profitent que 7 % des salades tricolores. Pour rappel, une laitue plein champ cultivée l'été avec un système d'arrosage classique a besoin de près de 10 litres d'eau durant ses six à huit semaines de pousse. Surtout, les légumiers espagnols font transhumer leurs champs de salades. L'hiver, les graines sont semées dans les plaines chaudes le long de la Méditerranée et, l'été, à plus de 1 000 mètres d'altitude sur les hauts plateaux andalous. Pour que nos laitues s'adaptent, elles aussi, au réchauffement climatique, l'Institut national de la recherche agronomique mise notamment sur les vers de terre et les mille-pattes. Dans les sols aérés par ces bestioles, les salades développent en effet des racines plus longues qui les aident à mieux capter l'eau.

L'enjeu est de taille, vu que près de 20 % des laitues françaises sont cultivées dans les Bouches-du-Rhône, un département qui a cumulé cette année soixante jours au-dessus de 35 °C. C'est là qu'est installé le plus gros producteur de salades tricolores, qui à lui seul fournit chaque année 34 millions de batavias et autres laitues. Un roi de la salade qui, pour la petite histoire, a écopé en avril de deux ans de prison, dont un ferme, pour trafic de pesticides interdits. Le comble pour un maraîcher : finir dans le panier à salade !



Flouf !

Mère Ubu achète un livre à 4,90 euros

Père Ubu : Qu'apprends-je, mère Ubu ? Vous vous amourachez soudain de ce jean-foutre de Mélenchon ?

Mère Ubu : C'est le seul qui n'ait point de merdre plein les yeux. Je viens de lire « L'Avenir en commun », son programme électoral. Il a compris que l'écologie était le combat de tous les combats. Si on continue de laisser galoper librement la sixième extinction du vivant et le réchauffement, l'économie, déjà stagnante, s'effondrera dans les grandes largeurs, et ta pompe à phynances n'aura plus rien à pomper.

Père Ubu : Je le sais bien, bouffresque ! Mais souviens-toi de ton Macron, *« Mon quinquennat sera écologique ou ne sera pas »*, et du néant derrière. Mélenchon est un menteur congénital, comme Macron ! Il voit Glucksmann comme un traître, alors qu'il a eu sa carte de social-traître pendant plus de trente ans ! Sans jamais, alors, dire un mot sur l'écologie !

Mère Ubu : La jalousie t'aveugle, sac à vin, car ce sagouin t'en remontre dans la sagouinerie. Cela ne l'empêche pas de voir clair aujourd'hui. Et d'être malin. Il sait que le bourgeois grimpe aux rideaux quand on parle de « décroissance ». Il promet à la place une *« bifurcation écologique »*.

Père Ubu : Foutredieu, tu vas fâcher les vrais adeptes de la décroissance, lesquels ont depuis longtemps identifié Mélenchon



comme un écotartufe pur sucre. Et qui lui préfèrent Delphine Batho !

Mère Ubu : Batho, saperlotte, combien de divisions ? Les militants de LFI se sont crevé la paillasse sur le programme électoral : 40 groupes de militants sur 40 thématiques, 24 000 contributions citoyennes, plus de 1 000 propositions concrètes. Redécouper la France en écorégions. Créer 500 000 emplois paysans. Stopper le programme nucléaire, planifier le passage à 100 % d'énergies renouvelables en 2060, fermer la poubelle nucléaire de Bure. Limiter les SUV…

Père Ubu : Quoi ? Tu veux m'empêcher de rouler carrosse dans les rues ?

Mère Ubu : … produire à foison des petits véhicules électriques, interdire les fermes-usines, et le glyphosate, et les néonicotinoïdes, faire un moratoire sur les mégabassines…

Père Ubu : Silence, sotte bourrique, ou je te crève la bouzine ! Je veux être pendu si toutes ces promesses débouchent sur autre chose que du vent.

Mère Ubu : Trois jours après Mélenchon, Glucksmann le copiait et lançait sa *« République écologique »*. Cela prouve que, en mettant l'écologie au centre de la campagne, le bougre a eu le nez creux. Tous les autres vont suivre !

Père Ubu : Madame de ma merdre, je ne souffrirai plus longtemps vos sottises. Vous savez bien que c'est Marine Le Pen qui triomphe aujourd'hui et triomphera demain. Or l'écologie, cornebleu, elle s'en tamponne le coquillard et le dit haut et fort, et ça plaît au populo. Elle veut mettre partout du nucléaire, et de la clim, et des pesticides, et des mégabassines, et des data centers ! Ses promesses, elle les tiendra !

Mère Ubu *(pleurnichant)* : Tu as raison. Je ne sais pas ce qui m'a pris. J'avais éteint CNews pendant la journée…

Jean-Luc Porquet

Le Cinéma

Possible Love

(La lutte déclasse)



CERTAINS FOSSÉS sont impossibles à combler. Soit deux couples coréens : d'un côté, Ye-ji, réalisatrice sans scrupule, et Sang-woo, son chéri fortuné ; de l'autre, Ho-seok, soudeur viré au terme d'une lutte syndicale meurtrière, et Mi-ok, ouvrière qui se soûle pour ne pas laisser son mari se détruire seul. Fasciné par ce duo à la dérive, Ye-ji veut en faire le sujet de son prochain documentaire. Mais comment apprivoiser ces bêtes blessées ? Fine est la frontière entre empathie et complaisance…

Ye-ji a une grande idée : inviter le couple dans la superbe villa de vacances de son époux, au bord de la mer. Las ! tout va de mal en pis. Le syndicaliste Ho-seok ne peut plus réprimer la détresse qui le ronge. Subjuguée par la beauté des lieux – *« Cet endroit ressemble à un roman que je n'ai pas lu »* –, Mi-ok a du mal à étouffer le désir que lui inspire Sang-woo.

Ce brûlot, doublé d'une délicate étude de mœurs, signe le retour à l'écran du trop rare Lee Chang-dong, l'auteur de « Poetry » (2010) et de « Burning » (2018). Couronné par le grand prix du jury à la Mostra de Venise, le film est porté par une distribution quatre étoiles, au nombre desquelles Cho Yeo-jeong – déjà vue dans « Parasite » (2019), de Bong Joon-ho –, qui fait merveille en bourgeoise vaguement honteuse.

À noter : devant la difficulté à financer ce long-métrage de 2 h 44, le réalisateur s'est tourné vers Netflix, qui lui a garanti une *« totale autonomie artistique »*. Un mal pour un bien ?

F. C.

● A voir sur Netflix.

Les films qu'on peut voir cette semaine

Everytime

Avant : le quotidien chaotique d'une mère prise entre ses deux filles. L'aînée, Jessie, se rend en douce à une soirée, dort sur un toit avec un garçon, fait un selfie au lever du soleil… Après : chacun se débrouille à sa manière avec le deuil, le chagrin qu'il faut bercer comme un petit enfant. Jusqu'à un voyage familial où, sous un soleil irréel, a lieu l'impensable.

« La mort, c'est comme une chose impossible », chantaient les Rita Mitsouko. L'Autrichienne Sandra Wollner, elle, conçoit *« le cinéma comme un espace où "l'inadmissible" trouve sa place dans la réalité »*. Elle montre les circonstances et les diverses nuances du deuil, avant une fin merveilleuse. Cette belle méditation sur la mort a reçu le prix Un certain regard à Cannes. **– D. F.**

15/18

Ils ont entre 15 et 18 ans, sont internés en pédopsychiatrie dans un hôpital public et suivis par des soignants contraints d'improviser face à leurs crises. Après une énième fugue, l'explosive Lucia y retrouve une autre habituée, Eloïse. Jusqu'à l'arrivée du jeune Enzo, qui met le feu…

Une fresque psy, pas moins ! Après s'être immergé, en observateur, dans deux unités de soins avec sa coscénariste Kahina Le Querrec, Cédric Kahn (qui incarne avec force le médecin chef de service) réussit un film puissant, fort bien mené et interprété. Deux portraits de groupes – ados et personnel médical – qui dessinent des individualités. Malou Khebizi a reçu le prix du meilleur espoir à Venise. **– D. F.**

L'Age d'or

Attention, film *sui generis* pour amateur d'histoire, la petite comme la grande ! Ce premier long-métrage de Bérenger Thouin embrasse à la fois la vie aventureuse d'une femme de fiction et le XX^e^ siècle : mise enceinte par un châtelain, contrainte d'avorter, avant de tomber amoureuse dans le Paris anarchiste, puis de devenir comtesse, patronne, collabo…

Le film vaut par son procédé unique : il est nourri d'archives d'époque, empruntées à Pathé et à Gaumont, notamment, recolorisées et mises en son, entre lesquelles viennent s'insérer les scènes tournées avec les acteurs actuels. L'effet est prodigieux, et le passé, ainsi réinterprété, revit étrangement. De la crue de Paris en 1910 à celle de Florence en 1966 à travers deux guerres mondiales… avec la fraîcheur des premiers temps du cinéma. Vaut le voyage ! **– D. F.**

Izolyatsia

C'est un lieu que tout le monde connaît en Ukraine. Izolyatsia, une ancienne usine de Donetsk qui fut un magnifique centre d'art contemporain, avant que les forces prorusses s'en emparent, en 2014, pour en faire un centre de détention et de torture. Les opposants, enlevés en pleine rue, y sont détenus sans procès pour six mois, un an… Viols, privation de sommeil et de nourriture, humiliations, chocs électriques quotidiens… Ceux qui ont survécu racontent devant la caméra d'Igor Minaev la vie dans ce camp de concentration en pleine ville, dont les méthodes ont « inspiré » les forces russes dans tout le Donbass. Saisissant. **– A.-S. M.**

The Good Boy

Peut-on rééduquer un être violent, cynique et nihiliste en l'enchaînant dans une cave avec un anneau métallique au cou ? Le bon père de famille anglaise qui l'a capturé (Stephen Graham, incroyable), sa douce épouse, leur fils aimant ne sont-ils pas plus détraqués que Tommy, hurlant dans ses fers ? D'une hypothèse de départ à faire frémir, le Polonais Jan Komasa tire un film troublant et humaniste qui renverse les bons sentiments. Il s'interrogeait déjà, dans le magnifique « Communion » (2020), sur les chemins de la rédemption, parfois pavés de mauvaises intentions. **– J.-F. J.**

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Ce qui nous mène à toi

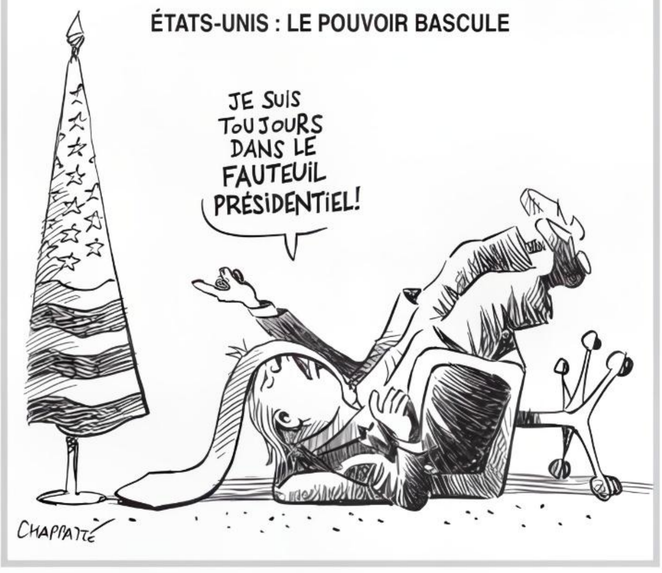
Charlie et Hicham se lancent dans une PMA. Le long parcours de deux combattants, semé de joies, de peines et de malentendus croissants. Avec un bébé au bout ?

Ce film de Khalil Cherti a le mérite d'aborder un sujet délicat, qu'il expose de l'intérieur, au diapason du travail des associations, réunies lors de sa projection à l'Assemblée nationale. Il a aussi celui de présenter un personnage d'imam ouvert et compréhensif. Néanmoins, l'histoire du couple lui-même, aussi sympathique que la cause, peut sembler cousue de fil blanc. **– D. F.**

Les films qu'on peut ne pas voir

Infirmary

Est-ce un film réalisé sur un smartphone par des collégiens ? Dans un hôpital désaffecté où des tas de patients ont été soumis à des traitements psychiatriques abominables, un nouveau gardien se trouve confronté à ceux qui hantent encore les lieux. Lumières blafardes clignotantes, portes qui claquent, couloirs à l'infini façon « Shining », tout est réuni pour un moment de terreur glacée… déjà vue cent fois. La seule bonne idée de l'Américain Nicholas Pineda est d'avoir imaginé un vétéran de la guerre d'Afghanistan traumatisé en guise de gardien, mais l'interprétation calamiteuse de Paul Syre est un supplice. **– A.-S. M.**





1 2 3 4 5 6 7 8 9

I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. La nouvelle vague aux Etats-Unis. – **II.** Une étoile. Lombard jadis sous les ordres d'un Palois. – **III.** Ses piètres acteurs mériteraient qu'on leur passe un savon. Son double a la vie devant lui. – **IV.** Un frein au blocage des roues. N'as pas le choix. – **V.** D'aucuns l'épient dans le maïs. Corps américain proche d'un justaucorps. – **VI.** Aux antipodes du puritanisme. – **VII.** Avait besoin d'assurance, d'essais. – **VIII.** Y avoir recours pour choper le Goncourt, au secours ! Des bois, le roi. – **IX.** Au bar dans un sens, bobards dans l'autre. Leklou de l'industrie du spectacle. – **X.** Fis correspondre en informatique. République privée. – **XI.** De quoi se taper des barres.

VERTICALEMENT

1. Il a pris une mimandale dans les urnes (en deux mots). – **2.** Doucement ! Belle échancrure au niveau des côtes. Rouge qui fâche et fait même vaciller la star de la Maison-Blanche. – **3.** Une étoile. – **4.** Victoire au morpion. De quoi se rendre aux Etats-Unis. Plus de 3,5 t. – **5.** Manque une figure pour doubler la mise. Louai sans lui. Serpent chez Kipling. – **6.** Parti si vil. – **7.** Il retourne à l'envoyeur. Repousser. – **8.** Nain. On ne peut faire pire. – **9.** Minisphères de l'environnement.

Gaëtan Goron

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1785

HORIZONTALEMENT

I. CHAUSSURE. – **II.** HALLOWEEN. – **III.** ARASEE. ET. – **IV.** MORTUAIRE. – **V.** MERTZ. – **VI.** IBERES. TE. – **VII.** GAZ. THERM. – **VIII.** NU. ATIMIE. – **IX.** ODORERA. – **X.** NEMO. TILT. – **XI.** STANISLAS.

VERTICALEMENT

1. CHAMPIGNONS. – **2.** HARO. BAUDET. – **3.** ALARMEZ. OMA. – **4.** ULSTER. ARON. – **5.** SŒURETTE. – **6.** SWEATSHIRTS. – **7.** UE. IZ. EMAIL. – **8.** REER. TRI. LA. – **9.** ENTETEMENTS.

Lettres ou pas Lettres

Brève mais intense

Katherine Mansfield dans la Pléiade : enfin des bonnes nouvelles !



**ELLE AIMERAIT être violoncelliste, mais son père n'est pas friand de l'idée. Puisque c'est comme ça, décrète la jeune fille, *« je consacrerai donc* tout *mon temps à l'écriture »*. Merci, papa !

Née en 1888 à Wellington, en Nouvelle-Zélande, Katherine Mansfield gagne l'Angleterre sans tarder. En 1917, elle rencontre la sévère Virginia Woolf, *« arbitre des élégances littéraires de l'époque »*. La première impression est mitigée. A propos de la nouvelle venue, la dame de Bloomsbury évoque des *« relents de… eh bien de civette qui s'est mise à faire le trottoir »*. Elégant ! Par la suite, elle découvre ses textes et change évidemment d'avis. *« Pourquoi ne puis-je être la seule femme à savoir écrire. »* Katherine devient une rivale… et une copine.

Qui est donc cette surdouée à frange brune venue de l'autre bout du monde, globe-trotteuse compulsive (Londres, la Bavière, l'Italie, la Côte d'Azur, la Suisse…), amoureuse sans cesse insatisfaite, dont la tuberculose aura raison en 1923 ? Outre l'intégrale officielle de son œuvre (une centaine de fictions), cette édition de la Pléiade permet de découvrir *« des textes inachevés, des esquisses, des versions alternatives »* de ses écrits, donnant accès *« aux arcanes* [de son] *processus créatif »*. Au fil des pages, on assiste à l'éclosion d'un esprit libre qui n'écrit pas, précise-t-elle, *« pour la simple intelligentsia »*. Son truc à elle ? Le temps qui passe, l'émotion saisie au vol : l'absolu dans le presque rien.

Mansfield n'a pas 12 ans lorsqu'elle achève « Son jeune ami », histoire d'une rencontre entre un vieil homme et un enfant pauvre dont la fin, déjà, révèle un don très sûr pour la formule : *« Il tendit les mains. "Oui, je m'en viens" fut tout ce qu'il dit. Puis il retomba sur l'oreiller. Le jeune ami de John était mort. »*

Dix-sept ans plus tard, voici « Prélude », sa plus longue nouvelle. C'est l'histoire, inspirée des souvenirs d'enfance de l'autrice, d'une famille s'installant à la campagne, où tous les points de vue (celui d'une fillette, de sa mère, de sa grand-mère, de sa tante, etc.) sont successivement épousés. Invité privilégié, le lecteur voit tout, entend tout, déambule en fantôme. Le monde même, *« au premier rayon de soleil »*, semble oublier qu'il est habité. C'est le matin. Des *« nuages rouges »* passent *« sur un ciel vert pâle »*, de *« toutes petites étoiles »* se dissolvent *« comme des bulles »*, des *« chardonnerets, linottes et rhipidures »* vont de branche en branche – *« Les oiseaux sont si bruyants »*, murmure la mère, encore endormie.

« Prélude » aurait pu, aurait dû être un roman. Depuis des années, Mansfield renâcle, procrastine, elle qui rêve d'écrire *« la longue histoire d'une femme »*. Mais c'est si difficile, gémit-elle. *« Je veux que toute sa vie y soit. »*

Au prieuré d'Avon, où elle est venue finir son existence, un pensionnaire *« ayant appris qu'elle était écrivaine »* lui demande ce qu'on lui doit. *« Rien que des nouvelles »*, répond-elle. Puis elle meurt, à 34 ans. Virginia Woolf reste seule, inconsolable. *« Où est-elle, celle qui savait faire ce dont je suis incapable ? »* demande-t-elle à son journal.

Fabrice Colin

● La Pléiade, 1552 p., 72 €. Traduit de l'anglais par Véronique Béghain, Laurent Bury et Françoise Pellan.

Un cou monté

Zarafa

d'Agnita de Ranitz

NOUS SOMMES en octobre 1826, et Marseille a peur. La rumeur enfle : un monstre plus haut qu'une maison et doté d'*« un cou qui peut s'enrouler autour de vous, jusqu'à vous étouffer »*, va débarquer sur le Vieux-Port. Sauve qui peut ! Puis, très vite, changement d'humeur : l'étrange bête parade dans les rues sous les vivats d'une foule en délire, scène digne des plus grandes victoires de l'OM en Coupe d'Europe. Il faut dire que ce spécimen de *Giraffa camelopardalis*, dite « girafe » hors des sphères savantes, est tout ce qu'il y a de plus pacifique. Et que c'est la première de son espèce à mettre les pieds en France. Grandiose. Un petit pas pour la girafe, un grand pas pour l'Hexagone.

Nommée Zarafa, la géante tachetée n'est pas là par hasard. C'est un cadeau diplomatique du puissant pacha égyptien Méhémet Ali à Charles X, dont il cherche à s'attirer les bonnes grâces. Mieux qu'une boîte de chocolats ! Problème : il faut désormais la convoyer à Paris pour la remettre au roi. Un naturaliste parisien, Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, effaré par son *« cou démentiel »* et par la *« macédoine génétique »* dont elle est issue, prend la tête de l'expédition. Il est accompagné de deux précieux aides africains, Atir et Hassan. S'ensuit un lent voyage de quarante-deux jours à travers la France, où partout, de Lyon aux petits villages de Provence, Zarafa déchaîne les passions.

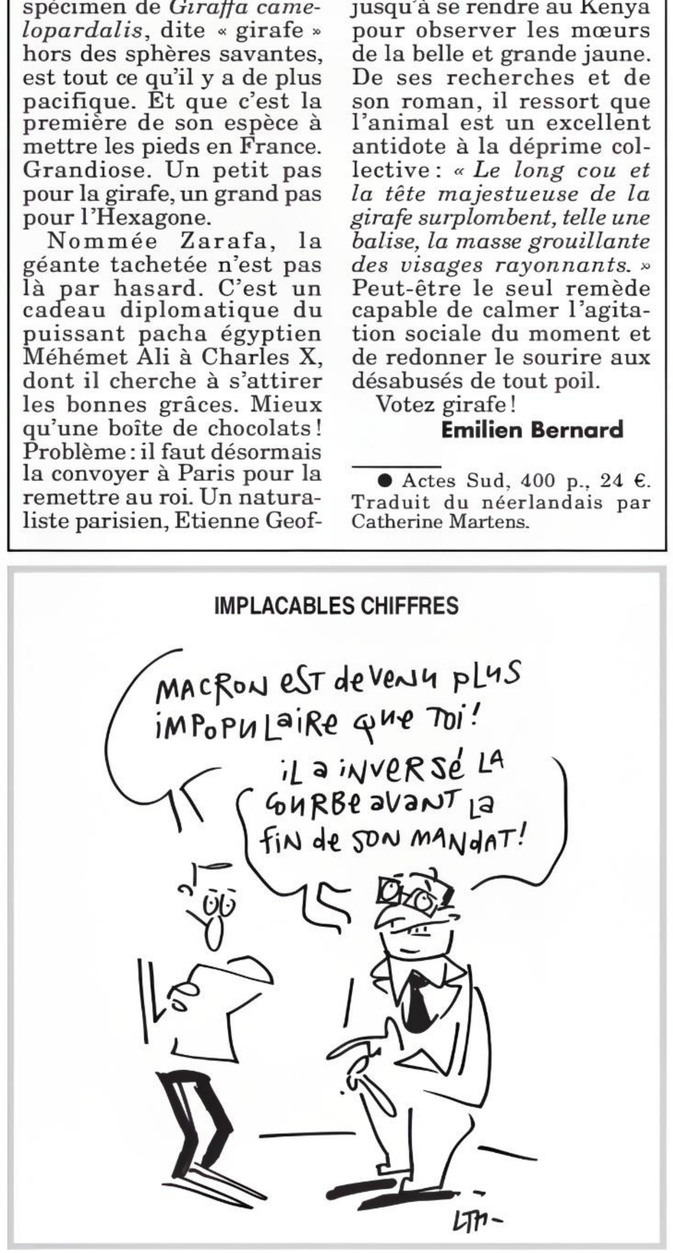
Une histoire presque trop belle pour être vraie mais authentique dans les grandes lignes. La romancière néerlandaise Agnita de Ranitz s'en est emparée avec enthousiasme, allant jusqu'à se rendre au Kenya pour observer les mœurs de la belle et grande jaune. De ses recherches et de son roman, il ressort que l'animal est un excellent antidote à la déprime collective : *« Le long cou et la tête majestueuse de la girafe surplombent, telle une balise, la masse grouillante des visages rayonnants. »* Peut-être le seul remède capable de calmer l'agitation sociale du moment et de redonner le sourire aux désabusés de tout poil.

Votez girafe !

Emilien Bernard

● Actes Sud, 400 p., 24 €. Traduit du néerlandais par Catherine Martens.







Comment épater la galerie

Vivant Denon

par Emmanuel de Waresquiel

LE LOUVRE, c'est lui. L'idée de rassembler, de classer par époques et par styles les tableaux, les médailles, les gravures, les dessins et les estampes, c'est encore lui. Pour en arriver là, Vivant Denon a utilisé des moyens peu moraux : la razzia d'Etat. Au dire de Napoléon, son patron, *« l'art appartient de droit au vainqueur »*. Sans vergogne, l'empereur pillait châteaux, couvents, collections princières et royales. Des convois entiers convergeaient ainsi vers Paris, sous l'œil expert de Dominique Vivant Denon, son nom complet. Pillage ? Non, *« collecte »*, selon l'euphémisme officiel.

L'Italie, annexée par la France impériale, est un terrain de choix. En Egypte, alors méconnue, l'inlassable fureteur découvre la splendeur des statues et des monuments. Ainsi se constitue, pièce par pièce, le nouveau Louvre, où Napoléon trouvera de quoi embellir ses châteaux et offrir de précieux cadeaux à sa chère Joséphine.

En 1815, après Waterloo, le retour de bâton est brutal. La coalition des vainqueurs s'installe à Paris. Prussiens, Anglais, Autrichiens, Russes, Italiens demandent des « restitutions ». Le conservateur en chef manœuvre, louvoie, négocie chaque objet d'art. Les plus violents sont les Prussiens, qui sortent les sabres et se servent dans les galeries : l'occasion est trop belle de donner une leçon à ces Français arrogants ! Mais Denon a atteint son but : rassembler en un seul lieu les plus beaux spécimens. Et ainsi former le goût du public et des artistes français. Les visiteurs affluent.

Célèbre, fortuné, Denon fait de son appartement parisien du quai Voltaire un petit Louvre. Il y reçoit le gratin politique et artistique de l'époque, qui apprécie sa gaieté et sa conversation. Il continue ses voyages, il a toujours l'œil, *« il sait trouver la perle dans le fumier »*, comme l'écrit joliment Waresquiel, son biographe. Il remanie un conte intitulé « Point de lendemain », que le public croit libertin, alors qu'il décrit les délices de l'attente, plus excitante que la réalisation… Vive le présent ! *No future !* Sous le courtisan raffiné, il y avait donc un punk !

Frédéric Pagès

● Tallandier, 472 p., 27,50 €.

La Voie aux Chapitres

Beyrouth ne meurt jamais

par Sabyl Ghoussoub

ÉCRIVAIN et journaliste à « L'Orient-Le Jour », ce Franco-Libanais de 38 ans a sélectionné 40 de ses chroniques toutes fraîches, rédigées entre mars et juillet derniers. Ses amis, ses rencontres, ses réflexions disent le Liban d'aujourd'hui.

Il y a Waël, qui passe ses nuits sur les messageries de l'armée israélienne. Annoncent-elles une attaque ? Voici un mutant : l'homme sirène d'alerte. Il y a Rawa, *« qui sait brosser ses cils, mettre de l'eye-liner et plein d'autres maquillages en tout genre autour de ses yeux sans jamais trembler une seule fois à l'écho d'une déflagration »*. Quant à Jessy, la philosophe, elle a décidé de *« [s]e moquer de la situation comme les politiciens se moquent de nous »*. Comment tenir dans ce chaos ? *« Les vitres, les étagères, le sol tremblent à chaque bombardement. Mais la voix de Fairouz résonne sans vaciller. Celle d'Oum Kalthoum aussi. »*

Pour souffler un peu, il y a la montagne. On peut y rencontrer une poignée de religieuses chrétiennes, qui créent *« des baumes, des élixirs, des tisanes »*. Leur compte Instagram s'appelle « La Marmite des ermites ». Les jeunes – ceux qui n'ont pas quitté le pays – sont tentés par la radicalisation. Les parents qui le peuvent les envoient *« quelques années à l'étranger se calmer »* et oublier les avions de chasse israéliens qui franchissent le mur du son au-dessus de la ville, *« pour* [les] *effrayer,* [les] *rendre fous, complètement dingues »*. Parfois, ces avions frappent en plein centre-ville, dans des endroits très fréquentés : la corniche, un restaurant huppé, un club de plage. Tout au fond du malheur, il y a les Palestiniens du Liban, les grands oubliés : *« Ni l'Etat libanais, ni le Hezbollah, ni Israël ne s'en préoccupent. »*

L'été dernier fut presque festif : le Mondial de foot a occupé les esprits. Et Sabyl Ghoussoub n'y a pas échappé. Les cafés étaient bondés, surtout dans les quartiers chiites *(« Tout le monde soutient l'Iran ici, tout en se foutant pas mal du football »)*.

Ouf, il y a des tirs moins dangereux que d'autres !

F. P.

● Stock, 208 p., 19,50 €. Dessins de Charles Berberian.

CANARD + PLUS

● **POUR PROMOUVOIR « Gouverner », le dernier livre de Jordan Bardella, paru chez Fayard, comme il se doit, « Le JDNews » (4/11) a déroulé le tapis rouge et laissé toutes les saletés dessous: le président du RN en couverture, pas moins de huit pages de texte, des photos à foison, mais pas une allusion à sa prose antisémite. Treize questions posées à celui dont « gouverner la France est devenu l'obsession » (sic), et rien de rien à ce sujet.**

Un oubli, forcément!

● **« VALEURS ACTUELLES » est un journal très oublieux, lui aussi. Pour célébrer ses 60 ans, l'hebdo, désormais cornaqué par Charles Sapin, publie un florilège de ses meilleures unes (4/11). Il en manque une célèbre: celle du 27 août 2020, où figurait en bandeau la députée LFI Danièle Obono caricaturée en esclave. Mais foin de mauvais souvenirs: le magazine a été condamné pour injures racistes, n'en parlons plus.**

Et ce n'est pas parce que le journal a invité à sa sauterie d'anniversaire Marion Maréchal, Eric Zemmour et bien d'autres joyeux drilles qu'il est d'extrême droite.

● **POUR ÉTEINDRE l'incendie dans sa rédaction, la direction de BFMTV vient de confier une émission au service reportage de la chaîne. Hérissés par Sonia Mabrouk, qu'ils accusent de CNewsiser l'antenne et, ce faisant, de les exposer à des violences pendant leurs tournages, les journalistes pourront expliquer leurs conditions de travail dans « Sur le terrain ». Trente minutes de visibilité concédées le dimanche, à un horaire confidentiel. L'ex-égérie de la chaîne Bolloré continuera, elle, de régner sur son « 100 % Mabrouk ».**

Sur le terrain de l'apaisement?

● **« C'EST UNE DÉCISION de l'actionnaire! » Comme le confesse une huile du « Point », François Pinault et son fiston François-Henri ont manié eux-mêmes la hache pour mettre sur la touche le directeur du titre, Etienne Gernelle. L'intéressé n'a même pas été consulté sur l'arrivée du nouveau directeur de la rédaction (Jacques-Olivier Martin, venu du « Figaro »), ni sur celle du nouveau patron du numérique (Florent Barraco, ex-« Paris-Match »). Ces embauches ont déclenché le départ de Valérie Toranian, qui dirigeait la rédaction. Et Etienne Gernelle s'apprêterait à lui emboîter le pas.**

La société des rédacteurs du « Point » souligne que c'est la première fois dans l'histoire du journal que le choix du directeur de la rédaction est imposé par le représentant de l'actionnaire (le pédégé, Bertrand Gié). On progresse !

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal-Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président, directeur de la publication : Erik EMPTAZ.
Administrateur délégué : Hervé LIFFRAN.
Principaux associés : Erik EMPTAZ, Hervé LIFFRAN, Jean-François JULLIARD, Odile BENYAHIA-KOUIDER, Jean-Michel THÉNARD, Fanny RUZ-GUINDOS et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRÉNO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : Franco Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : www.lecanardenchaine.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN
– Formule papier 75 €
– Formule numérique* 65 €
– Formule papier + numérique* 95 €
– Formule intégrale* 119 €
* Edition numérique disponible dès le mardi 21 heures, avec accès à tout le site « www.lecanardenchaine.fr »

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site

LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE NE VEULENT PAS PARLER À CNEWS



La Boîte aux Images

Marchands d'âmes

COMBIEN vaut un Juif? Rien, ont répondu les nazis. *« Ça dépend quel Juif »*, a « nuancé » le Parti communiste roumain après la guerre. A la fin des années 1930, plus de 750 000 Juifs vivaient en Roumanie. Aujourd'hui, ils sont moins de 3 500.

La Shoah a semé la mort, mais pas seulement. Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les Juifs roumains ont été persécutés, notamment, par un « Etat légionnaire » rangé derrière la croix gammée. Et, en août 1944, complice de l'assassinat de 280 000 Juifs, la Roumanie s'est placée du côté des Alliés.

"Paradis socialiste"

L'avènement du communisme et la création de l'Etat d'Israël ont été vécus comme la fin d'un cauchemar par les Juifs roumains, certains espérant même faire de cette « terre promise » la patrie socialiste de leurs rêves. Avant de songer à émigrer, ces survivants avaient rejoint en masse le PC ; certains y avaient fait carrière, jusqu'à la purge antisémite de 1952, où ils se sont retrouvés brusquement *« cosmopolites »*, *« petits-bourgeois »* et *« ennemis du peuple »*. Un air déjà entendu. Et, comme la Roumanie était fatiguée de persécuter ses Juifs, elle a décidé de les vendre par dizaines de milliers.

C'est une histoire peu connue que raconte ce documentaire glaçant. Un gigantesque trafic d'êtres humains, sur plus de trente années, un système de rançon étatique qui a permis au royaume de Dracula de voler des dizaines de millions de dollars, parfois en liquide, aux candidats à l'exil.

Après la purge, les communistes roumains estiment que harceler, spolier, exiler ne suffit pas. Les Juifs veulent quitter la Roumanie? Après tout, pourquoi pas? Mais ce choix, qui va à l'encontre de l'image heureuse du « paradis socialiste », doit avoir un coût pour eux.

En 1960, la Securitate, la police politique roumaine, surveille Henry Jacober, un négociant juif de produits agricoles, qui fait des allers-retours entre Londres et Bucarest. Elle le prend pour un espion anglais, avant qu'il offre ses services à l'Etat. Contre commission, l'homme propose un troc: échanger secrètement des Juifs fortunés de Roumanie contre des biens matériels.

Son idée? Que les familles juives aisées de la Diaspora le paient pour récupérer un parent coincé en Roumanie. Avec cet argent, Jacober achète des usines ou du bétail à l'intention du régime communiste, qui exportera les fruits de ces trésors et remplira ainsi les caisses de l'Etat.

Grâce à la déclassification des archives roumaines, nous pouvons suivre le cours d'un être humain. Un père de famille vaut un bœuf. Une famille entière, cinq porcs reproducteurs. Des moutons, sacs de fourrage ou voitures de luxe contre des vies. Arrivé au pouvoir, Nicolae Ceausescu améliore la combine à son seul avantage.

Lorsqu'Israël découvre le trafic, il s'en mêle. Ses services secrets et la Securitate s'entendent directement. Un prix par tête – variant selon l'âge, le niveau d'éducation ou la profession – est même négocié, pour permettre au plus grand nombre de Juifs possible d'émigrer en Israël.

Tout en effaçant le monde juif de l'histoire roumaine.

Sorj Chalandon

● « La Vente secrète des Juifs de Roumanie », de Pierre Goetschel, sur « arte.tv ». Lire aussi « Les Exportés », de Sonia Devillers, Flammarion, 288 p, 19 €.

A travers la Presse déchaînée

On n'y étrave que dalle

Sur « france3.fr » (6/11), à propos d'une concurrente de la Route du rhum victime d'une avarie:

« Elle navigue sainte et sauve vers les Açores… »

Saine et sauve, elle navigue plutôt vers la Route de Rome.

Le tas, c'est moi!

Dans « La Provence » (30/10):

« Des piles de camions de CRS [sont] *stationnées dans le centre-ville d'Aix. »*

Entendu dans les files de CRS découragés : « Pas question de rempiler ! »

Rue des Petites Perles

Repéré sur « ladepeche.fr » (4/11), à propos d'un chasseur blessé par un cerf:

« L'animal s'est finalement retourné contre ses poursuivants. Pris en charge par les sapeurs-pompiers, il a été évacué en hélicoptère vers le CHU. D'après les informations locales, ses jours ne sont toutefois pas en danger. »

Pas de quoi en faire un brame!

Sélectionné sur « rugbyrama.fr » (02/11):

« Carla Arbez est devenue la numéro 10 incontournable chez les Bleues (…). La joueuse du Stade bordelais succède à Carla Arbez au palmarès. »

Elle mérite d'être applaudie deux fois plutôt qu'une !

Comme son nom l'indique

Dans « La Presse de la Manche » (26/10):

« L'abbé Jean-Philippe Leprieur retrouve le Cotentin. »

Dans « La Nouvelle République » de Loir-et-Cher (1/11):

« M. Lamort, responsable des cimetières de la ville de Blois. »

Dans « Le Télégramme » (30/10):

« Guillaume Le Chêne, adjoint au maire chargé de la nature en ville. »

Sur l'album de la Comtesse

POTINS ET UNION.

LU : *« Un phare vide. » – « Y a plein de bulles dans ces caves. » – « Gare aux champions de mortier! » – « Le rôle des clans dans un Goncourt. » – « Cet amateur de cachous s'est mis dans un mauvais cas. » – « Creux notés. » – « Jus de colimaçon. » – « Les pontes de Raimu. » – « L'abbé alla vite. » – « Rubrique cigale. » – « Urnes bridées. » – « Des habits rosés. »*

●

LECTEURS: *« Le lion est fléché. » – « Les comptes du train. » – « Défense pour ces lions. » – « Qui attrape des mites entre ses bains? » – « Nation des félins. » – « Des Normands présentent leurs pages à Colombine. » – « Ce choriste aime les maths. » – « Le son dans les clips. » – « Moi, je méprise le tennis. » – « Un consentement fort. » – « Latine promise. »*

●

LU: *« Des poneys rasés. » – « La biche libre. » – « Pattes amputées. » – « Votre braque mort ne craint pas l'assaut d'amis. » – « Une langue râpeuse sur les génisses. » – « La plus belle mule de Toul. » – « Des bœufs pour manouches » – « Un poney de valeur. » – « Mélenchon a montré une belle poire au Bourget. »*

Prises de Bec

Hakeem Jeffries

Du "speaker" à l'ouvrage

Le probable futur chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, qui ne fait pas l'unanimité dans son camp, n'est pas du genre à s'en laisser conter.

IL EST TOUJOURS en costard, mais avec des baskets aux pieds, c'est l'un des élus les plus solides du Parti démocrate américain, un brillant avocat d'affaires, qui cite bien plus facilement les rappeurs et les stars du hip-hop que Roosevelt ou Kennedy. Ce fils de travailleurs sociaux, bon orateur, qui cultive son style avec soin, sera sans doute le premier Afro-Américain à occuper le poste de *speaker*, c'est-à-dire de chef de la majorité à la Chambre des représentants des Etats-Unis. Il est bosseur, excellent chef d'équipe, et pourtant sa promotion fait grincer des dents.

Car le Parti démocrate est aujourd'hui coupé en deux, entre une aile gauche alignée sur les positions du charismatique Bernie Sanders, sénateur du Vermont, et une autre plus conservatrice. Indéniablement, *« Hakeem Jeffries est, pour l'aile gauche, une créature du passé, qui a grandi à l'intérieur du Parti démocrate new-yorkais, où il a fini par obtenir une circonscription en or à Brooklyn. Nancy Pelosi a fait sa carrière à la Chambre des représentants, on fait difficilement plus "establishment" qu'elle »*, analyse Françoise Coste, professeure de civilisation américaine à l'université Toulouse-Jean-Jaurès.

Jeffries est même devenu un parfait symbole de l'abîme qui sépare certains élus démocrates, souvent membres des Democratic Socialists of America (DSA), une organisation militante dont Alexandria Ocasio-Cortez, aussi appelée « AOC », est la représentante la plus connue, et ceux qui ont effectué l'essentiel de leur parcours sous Clinton, Obama ou Biden.

Costard-baskets

Les fractures sont peu à peu devenues des fossés. Comme sa protectrice Nancy Pelosi, qui lui a laissé son poste en 2022, Jeffries s'est beaucoup impliqué, et avec succès, dans la recherche de fonds pour le parti. Cela lui vaut un procès en dérive droitière, qu'alimente sa proximité avec les élites financières, les puissants cabinets d'avocats et les grandes entreprises. Surtout ne pas avoir l'air d'un socialiste, un gros mot pour les bailleurs de fonds. Ainsi Jeffries est-il un fervent défenseur du timide Obamacare – qu'il souhaite élargir – mais il brocarde le Medicare for All, un système 100 % public qui serait ouvert à tous. Ses liens avec Obama sont profonds, indéfectibles. En 2008, il fut l'un des premiers à le soutenir lors des primaires qui l'opposèrent à Hillary Clinton. Mais la base du parti est sévère avec cette gauche perçue comme sans énergie, sans ambitions.



Le cœur du débat entre l'élu de New York et ses contempteurs concerne Israël. Jeffries a longtemps affiché sa proximité avec l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), un lobby pro-israélien extrêmement puissant, fort de 5 millions de membres et qui, non content de pousser les élus défendant ses positions, a dépensé des millions de dollars depuis 1954, date de sa création, pour faire tomber ceux qui s'opposaient à lui.

La prise de distance des nouveaux élus avec ce lobby est on ne peut plus nette. La chaîne d'information internationale France 24 a ainsi révélé que les voyages organisés par l'Aipac pour faire connaître Israël ne faisaient plus d'adeptes: ils étaient 40 élus à s'être inscrits en 2019, à peine 14 en 2026. Jeffries a donc récemment tenté un rétropédalage délicat en s'affichant aux côtés des membres de J Street, une organisation juive américaine de centre gauche militant pour une solution à deux Etats… tout en conservant ses liens avec l'Aipac. On ne se refait pas.

Dans les pas d'Obama

Tout en rondeur, évitant comme la peste les affrontements et excellent connaisseur des arcanes du parti, Hakeem Jeffries pourra sans doute compter sur un vieux truc qui polit les élus comme la mer les pierres anguleuses: le temps. « AOC », au Congrès, a clairement joué le jeu des institutions, Zohran Mamdani, devenu le maire de New York après une campagne radicale, s'est assagi: l'un comme l'autre se préparent à une longue carrière. Et les nouveaux élus sont pour beaucoup des gens qui se sont imposés dans des Etats républicains, donc des modérés. *« La démocrate Annie Andrews, élue sénatrice en Caroline du Sud, est déjà très critiquée par la base, parce qu'elle vient de se déclarer contre le changement de sexe pour les mineurs »*, rappelle Françoise Coste.

Jeffries le Tranquille a une seule obsession: avoir la peau de Pete Hegseth, le calamiteux secrétaire à la Guerre, l'homme qui veut contrôler le taux de testostérone des soldats américains. Le roué et souriant démocrate est un sniper redouté qui rate rarement sa cible…

Anne-Sophie Mercier

APRÈS LA CANDIDATURE DE TEDDY RINER, LES DÉBATS RISQUENT D'ÊTRE TENDUS



Le Théâtre

Partout le feu

(L'école des flammes)

POURQUOI est-ce aussi réussi, aussi déchirant? A cause, d'abord, du texte. « Partout le feu » (2022) est le premier roman d'Hélène Laurain. Un soliloque, celui de Laetitia, guère plus de 20 ans, qui raconte comment, avec ses potes activistes écolos Taupe, Thelma, Dédé, Fauteur, elle s'est introduite dans une centrale nucléaire pour y faire péter un feu d'artifice, et ensuite, forcément, garde à vue, procès, fichage, flicage.



A cause de Stéphanie Aflalo, à fleur de peau, les yeux mi-clos en meurtrière, intense, souveraine, fragile infiniment, forte bien plus qu'on ne le croit, qui dit ces mots à chavirer de jeune femme en colère dans ce monde moderne qui *« feint d'écouter sa jeunesse mais travaille méthodiquement à ne pas l'entendre »* (l'historien Patrick Boucheron dans « Libé », 31/10). Elle incarne Laetitia, qui vit dans la Meuse, pas loin de la future plus grande poubelle atomique du monde, celle de Bure, et rien de l'effondrement en cours ne lui échappe, mais *« faut quand même essayer de voir le beau dans toute cette merde »*, d'ailleurs elle est amoureuse de Fauteur.

A cause des très évidentes et très limpides mise en scène et scénographie d'Hubert Colas: une table, un écran, un micro, une caméra, c'est sobre, bienvenu, aigu. Quand Laetitia se met à écouter Nick Cave dans sa cave et qu'il apparaît sur l'écran, blême, maigre, sombre, jeune, chantant « The Mercy Seat », une chanson terrible disant les derniers mots d'un homme assis sur une chaise électrique, on chavire. Puis, quand Nina Simone, à Montreux en 1976, sanglote au piano « Feelings », ce bouleversant adieu à l'amour et à la vie, on sent que cette histoire va mal se terminer, et pourtant…

Les manifs à répétition de ces dernières semaines donnent à cette pièce créée l'an dernier aux Plateaux sauvages une résonance nouvelle, âcre, dure, de révolte et d'embrasement, d'appel au secours.

Jean-Luc Porquet

● Au Théâtre 14, à Paris, jusqu'au 14/11. Puis en tournée.

Nous les minuscules

DANS SA TRILOGIE « Face à leur destin », Ahmed Madani mettait en scène des jeunes nés de parents ayant vécu l'exil qui ont grandi dans des quartiers populaires. Cette fois, il s'intéresse à la façon dont la nouvelle génération s'engage.

Pendant deux ans, il a sillonné la France, la Suisse et la Belgique à la rencontre de garçons et de filles de tous horizons. Dix d'entre eux montent sur scène, se racontent, chantent, dansent, s'enflamment: Anghjula-Maria Casanova, Eloi Coqueret, Lola Blondeaux Cucis, Mathis Gérard, Charlotte Herail, Tristan Michel, Adrien Picamilh Bey, Bastien Poix, Amira Radjai et Tobias Saillard. Pour eux, l'engagement est tout sauf un vain mot.

Eloi a participé à la réquisition citoyenne d'une clinique désaffectée pour y loger des sans-papiers. Charlotte est infirmière de rue auprès de toxicomanes. Lola héberge Adama, arrivé de Côte d'Ivoire… Mathis résume leur état d'esprit: *« Je n'ai peut-être pas toutes vos données d'adulte, mais ce n'est pas pour autant que mon sentiment d'injustice et ma colère ne sont pas légitimes. »* Une jeunesse qui a du cœur, de la voix, et qui s'en sert.

M. P.

● Vu au Théâtre de Sartrouville et des Yvelines. En tournée.

Je choisis le printemps

PANTOUFLE se cherche. Face au public, il cherche à sortir de sa propre confusion, n'hésite pas à se montrer hésitant, ridicule, inconvenant. Sa gestuelle tout emberlificotée fait rire, et capte, et touche. Voilà un jeune homme d'aujourd'hui, Jean-Frédéric Lemoues, la trentaine à peine, qui ose, parfois se glisse dans les mots de Musset, de Hugo ou d'Ibsen, et tant pis si ce n'est pas parfaitement au point.

Etre jeune, dit-on, c'est ne pas savoir ce qui va arriver. Il est jeune. Un de ces quatre, il va se trouver.

J.-L. P.

● Au théâtre La Flèche, à Paris, tous les jeudis jusqu'au 10/12.

CHAUFFAGE : LA PEUR DE LA FACTURE





Le Canard enchaîné



Directeur : Erik EMPTAZ. *La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.* *Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.*

VITE DIT !

SANTIAGO PEÑA n'est plus président du Paraguay. Destitué par le Sénat, il est impliqué dans le scandale bancaire qui secoue le pays et qui a affecté des millions d'épargnants (« Le Monde », 7/11) : *« En moins d'une semaine, l'ex-mandataire à l'ascension fulgurante, ancien économiste du Fonds monétaire international, (…) allié du président américain, est tombé en disgrâce. »*

Déeidément, pour Trump, quand ça veut pas, ça veut pas…

●

C'EST la double peine pour 2 millions d'habitants de Gaza. En plus de subir les attaques de l'armée israélienne, ils ont été victimes d'une cyberattaque visant les données du Programme alimentaire mondial, géré par les Nations unies. Ce programme, explique « La Croix » (6/11), *« permet aux Palestiniens de s'inscrire directement en ligne pour devenir éligibles à l'aide pour eux et leur famille (…). Ce braquage numérique visait donc les noms, numéros d'identification et de téléphone portable, ainsi que des données de géolocalisation ».*

Face aux militaires, le prochain gouvernement israélien aura-t-il le cran d'effacer ces données ?

EN EXCLUSIVITÉ, L'AFFICHE DE TEDDY RINER



TOUT fout le camp ! Une vingtaine d'anciens élèves de l'Ecole polytechnique ont osé défiler en uniforme lors de la manifestation syndicale du 5 novembre. Selon « Le Figaro » (6/11), ils souhaitaient *« transformer le symbole qui est utilisé au service d'une poignée de personnes pour soutenir les revendications lycéennes et des travailleurs ».*

Manquerait plus que les anciens de l'ENA (devenue l'INSP, l'Institut national du service public) se joignent aux cortèges !

LES COMMERÇANTS SONT À BOUT



Lecornu manque de chaleur

« AQUOI servent les anciens ministres si même leur voix ne pèse plus rien dans le débat ? » déplore, dépitée, la députée Julie Laernoes. Cette élue écolo dénonce **« un nouveau coup de poignard porté à la transition écologique »** avec la baisse des ressources, le 3 novembre, du Fonds chaleur par le gouvernement. La décision de Matignon a déclenché un énorme tollé, y compris chez d'anciens membres du camp Macron, tels les ex-ministres de l'Environnement Christophe Béchu et Agnès Pannier-Runacher.

Depuis 2009, ce fonds, doté, en 2026, de 800 millions d'euros, aide les collectivités à investir dans des réseaux de chaleur, des projets de géothermie, des panneaux solaires, du biogaz… Pour 2027, le gouvernement entend le ramener à 500 millions, et toute nouvelle demande d'aide est d'ores et déjà suspendue jusqu'à la fin de l'année. **« Pourquoi jeter le doute sur l'un des dispositifs les plus solides de notre transition énergétique ? »** regrette la députée Pannier-Runacher, qui, fin octobre à l'Assemblée, avait obtenu l'unanimité en commission des Finances pour porter le Fonds à 1 milliard d'euros. Christophe Béchu, ministre de 2022 à 2024, dénonce, lui, une **« décision à contresens des besoins »** (« Ouest France », 4/11).

Le choix de Lecornu a bien jeté un froid. **Y. V.**

Trump à qui perd gagne

« BUSINESS as usual »… Derrière ses déclarations contradictoires, le président américain n'entend nullement changer de ligne après sa raclée électorale historique aux midterms du 3 novembre… Le jour même, il a concédé que **« les démocrates** [avaient] **fait du bon boulot »**, mais, dès le 5, il était revenu à sa lubie des **« élections tellement truquées »**, avant d'affirmer, le 8, qu'il s'agissait d'un **« gigantesque pas en arrière dans l'Histoire »**… Cassandre, à défaut d'être le nouveau Washington.

Explosion du prix du gazole, guerre en Iran et même politique **« trop dure »** contre les migrants : Trump a semblé reconnaître du bout des lèvres certaines raisons de sa défaite, notamment dans l'émission « 60 minutes », sur CBS News, le 8 novembre. Mais, enfermé dans sa bulle de déni, il prétend toujours qu'avec son nom sur le bulletin tout aurait été différent. Le 6 novembre, il a promu chef de cabinet son très proche conseiller Stephen Miller, son éminence noire qui en tient pour le suprémacisme blanc, l'architecte de la traque des migrants qui a donné les pleins pouvoirs à la police spéciale ICE, laquelle a abattu deux manifestants à Minneapolis en janvier… **« Un dangereux xénophobe et un extrémiste irresponsable qui a du sang américain sur les mains »**, s'est emporté Hakeem Jeffries, le leader démocrate à la Chambre des représentants.

Pete la forme

Pas question non plus pour le Président de lâcher son secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, critiqué pour son incompétence et son bellicisme, qui est désormais sous le coup d'une procédure d'impeachment… Jusqu'au prochain revirement ? Le 7 novembre, Trump a annoncé qu'il envisageait de propulser son ami Dana White, le patron de la fédération d'arts martiaux UFC, porte-parole de la Maison-Blanche. Et de dévoiler un désopilant cartoon montrant ce dernier en train de dérouiller des journalistes… **« Je plaisantais juste »**, a-t-il prétendu le lendemain.

Certains journalistes invoquent une confusion avec une femme nommée Dana White, qui fut porte-parole en chef du Pentagone entre 2017 et 2018. Blague ou confusion pour habiller une véritable intention ? Le Président a quand même éprouvé le besoin de mettre en scène le refus de Dana White, venu en chair et en os décliner l'offre dans la salle de presse de la Maison-Blanche…

Au pays des fake news, Trump reste le roi. Il entend continuer, au centre du jeu, de faire l'actualité à tout prix. « The Trump show must go on »… **D. F.**

Une COP climat tout confort

**MACRON n'ira pas, ni Merz, ni Meloni, ni Trump, évidemment (qui a claqué cette année la porte de l'accord de Paris), ni Poutine, ni Xi – mais il enverra son vice-Premier ministre. Car il a compris avant tout le monde que le réchauffement climatique était un formidable business, et la Chine compte rester à la fois le premier émetteur mondial de gaz carbonique et le premier fournisseur mondial de bagnoles électriques, de panneaux solaires, d'éoliennes et de pompes à chaleur, tous équipements à prix cassés. Tout ça grâce à l'engagement écologique des masses populaires chinoises, avides de bas salaires et d'obéissance au grand timonier.

Ouverte à Antalya, en Turquie, et accueillant pas moins de 60 000 participants, la COP31 climat a de fortes chances de se conclure, le 20 novembre, sur un accord épatant, le « 35 by 35 ». On le sait, pour frapper les imaginations, les COP adorent les chiffres qui se disent bonjour et sont faciles à retenir. Ici, il s'agit de promettre que, d'ici à 2035, pas moins de 35 % de l'énergie mondiale sera électrique, alors qu'aujourd'hui elle en représente 23 %. Cet engagement final ne mangera pas de pain vu que, un, il est fort probable que cette décision ne soit pas juridiquement contraignante mais qu'elle relève de l'engagement volontaire des quelque 200 pays concernés, et que, deux, il ne sera surtout précisé nulle part comment doit être fabriquée cette électricité.

Mouvements de fioul

Charbon ? Gaz ? Nucléaire ? En Chine, la moitié de l'électricité vient du charbon. En Turquie, pays hôte de la COP, c'est 34 %. En Australie, pays coorganisateur du raout, c'est 43 %. Bref, l'électricité charbonnée va continuer de réchauffer un max la planète. Quant au pétrole, non seulement les pays producteurs comptent bien le siphonner jusqu'à la dernière goutte, mais nous comptons continuer de rouler longtemps avec, et pour pas cher – voir l'agitation provoquée par la récente montée des prix à la pompe !

En réalité, tout continue de grimper, année après année. Les températures (l'ONU vient de reconnaître que le seuil de 1,5 °C allait être franchi de manière **« imminente »** et **« irrémédiable »**). Les émissions mondiales de gaz à effet de serre (légère baisse du CO_2 en 2026, mais ça ne durera pas). La consommation d'énergie des pays du Sud, dont les populations explosent et veulent sortir de la pauvreté. Celle des pays du Nord, si intelligents qu'ils prévoient de mettre aux commandes l'intelligence artificielle, en installant partout des data centers affreusement gourmands en électricité.

Un jour, peut-être, dans dix ou vingt ou trente ans, une COP climat osera évoquer cette expression qui, comme le rappelle Bastien Cuq, du Réseau Action Climat, reste aujourd'hui taboue (« La Croix », 9/11) : « sobriété énergétique ». **J.-L. P.**

PROGRAMME DE LFI : MÉLENCHON VOIT ROUGE



Le mur du çondeur

FRANCHI, dans la fourchette haute, par Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifop. Après les émeutes du 17 octobre, le sondeur a cherché à « quantifier les choses » et à mesurer une éventuelle surreprésentation des jeunes issus de l'immigration parmi les casseurs. Sur les personnes jugées en comparution immédiate, affirme-t-il, « 75 % portaient des prénoms arabo-musulmans ou africains ».

Sa base scientifique ? Ce sont 70 articles de presse mentionnant chacun au moins un passage au tribunal. Comme l'a relevé l'émission « Quotidien » (5/11), sur 917 comparutions, l'expert a retenu un échantillon… d'à peine 8 %.

Guère représentatif mais suffisant pour faire buzzer la fachosphère.

LFI : tout en commun avec les communistes ?

UNE BIEN belle prise ! Après le soutien à sa candidature de quatre députés communistes sur huit, plus cinq ultramarins, siégeant au sein du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR), Jean-Luc Mélenchon ne cachait pas sa joie sur X (5/11) : « Merci pour la confiance et bravo pour la démarche. »

La cohabitation n'est pas gagnée. D'abord, le nouveau camarade Stéphane Peu, chef de file du PCF à l'Assemblée, vit une relation chaotique avec Méluche depuis sa promesse non tenue de rejoindre le groupe Insoumis en 2017. Quant à la ralliée Elsa Faucillon, l'aspirant à l'Elysée n'a guère goûté ses tentatives de rapprochement, en 2019, avec Clémentine Autain, et ne lui a pas adressé la parole pendant des années. Même bouderie avec la communiste Soumya Bourouaha, face à laquelle LFI avait collé un candidat aux législatives de 2024. Concernant le dernier des ralliés aux Insoumis, le coco Nicolas Sansu, sa fédération l'avait auparavant suspendu, en raison d'une plainte pour harcèlement.

Que ne ferait-on pas pour garder sa circonscription… **E. So.**

Bavure dans le prétoire

LE PROCÈS des trois policiers poursuivis pour violences volontaires en réunion s'est ouvert lundi 9 novembre devant la cour criminelle du Palais de justice de Paris. Le 21 novembre 2020, ils ont passé à tabac Michel Zecler, un producteur de musique, prétextant, au départ, qu'il ne portait pas de masque en période de Covid.

Alors qu'il rejoignait son studio d'enregistrement, le producteur, qui a le mauvais goût d'être noir, a reçu une trentaine de coups de poing et de pied en moins de cinq minutes. Seule la vidéosurveillance placée dans l'entrée du studio, complétée par une autre installée dans la rue, a permis de reconstituer les faits.

Car les flics ont, eux, affirmé sur procès-verbal que Michel Zecler avait opposé une violente résistance à son contrôle. Ces accusations, dont l'enquête de l'Inspection générale de la police nationale a établi qu'elles étaient fallacieuses, valent aux trois képis de comparaître également pour faux et usage de faux. L'un d'eux est, par ailleurs, poursuivi en correctionnelle pour avoir dégoupillé une grenade lacrymogène dans l'étroit sas d'entrée du studio où leur victime avait tenté de se réfugier.

Malgré les messages retrouvés dans le téléphone de l'un d'eux – **« Je suis dégoûté que tous ces bâtards soient acceptés en France et qu'on ne fait rien »** (sic) ou encore **« Tous les bâtards qui foutent la merde ce sont tous les mêmes »** (« Libé », 9/11), l'accusation de racisme portée par Zecler, qui affirme avoir été traité de **« sale nègre »**, n'a pas été retenue par le parquet. Motif : il n'y avait pas de son sur la bande de vidéosurveillance. Au Palais de justice de Paris, les avocats de la victime avaient demandé une grande salle pour accueillir ce procès de **« la honte »**, évoquée à l'époque par Macron, attendu depuis six ans. Ils se retrouvent avec seulement huit places réservées pour leur client, ses proches et ses soutiens venus assister au procès.

C'est au moins une petite honte. **L. G.**

PROCÈS DES TROIS POLICIERS QUI ONT TABASSÉ LE PRODUCTEUR DE MUSIQUE MICHEL ZECLER



VITE DIT !

PARMI les éclopés trumpistes des élections de mi-mandat aux USA figure Elon Musk. Au Texas, où le patron de SpaceX a cru bon de transférer naguère ses usines – notamment pour payer moins d'impôts –, il aura dépensé environ 445 millions de dollars (395 millions d'euros)… pour rien. C'est le candidat démocrate au Sénat James Talarico qui lui a soufflé la victoire.

Musk n'avait pourtant pas hésité à employer les moyens les plus crapuleux pour soutenir le candidat républicain, publiant sur X cet avertissement aux électeurs (« Le Monde », 6/11) : *« Talarico votera pour changer le genre de vos enfants. »*

Pour les prochaines élections, Musk devra trouver un autre genre d'argument.

LA PÉTITION CONTRE CNEWS A PASSÉ LE MILLION DE SIGNATURES



MAUVAISE PIOCHE également pour le maréchal Asim Munir, chef des forces armées pakistanaises, véritable maître du Pakistan et *« maréchal préféré »* de Trump, à l'égard duquel il a enchaîné les signes d'amitié (« Le Monde », 7/11) : *« Il a multiplié les éloges, jusqu'à proposer le nom de Donald Trump pour le prix Nobel de la paix, facilitant, parallèlement, les négociations commerciales dans trois domaines stratégiques : les cryptomonnaies, les minéraux critiques et l'énergie. »*

Trois domaines connus pour faire saliver son président préféré.

●

BONNE PUB pour le rhum que la célèbre course à la voile, remportée le 7 novembre par Tom Laperche. Même si la loi Evin interdit que l'épreuve puisse être sponsorisée par cet alcool, il est bien représenté par la marque Rhum Bologne, proclamée *« fournisseur officiel »* (sic).

Une aubaine pour les distillateurs, qui ont subi une baisse de production de 31 % en 2024 (« Les Echos », 6/11), mais un signal moins positif pour les Antilles, où la consommation d'alcools forts (plus de 50 degrés) est supérieure à la moyenne nationale.

Santé ?

●

FAUTE de nouvelles fraîches, on compte les jours de prison. Cinq cents, déjà, ce 11 novembre, pour Christophe Gleizes, captif à la prison de Koléa, en Algérie. Carotte (Jean-Noël Barrot), bâton (Bruno Retailleau), fêtes religieuses, visite du pape, espoir de grâce présidentielle, rien, pour l'instant, n'a aidé le journaliste, injustement condamné en 2025 pour apologie du terrorisme.

« Le Canard », solidaire des nombreux Français détenus à l'étranger de façon arbitraire, le soutient et n'oublie (algé)rien…